



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

45<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION

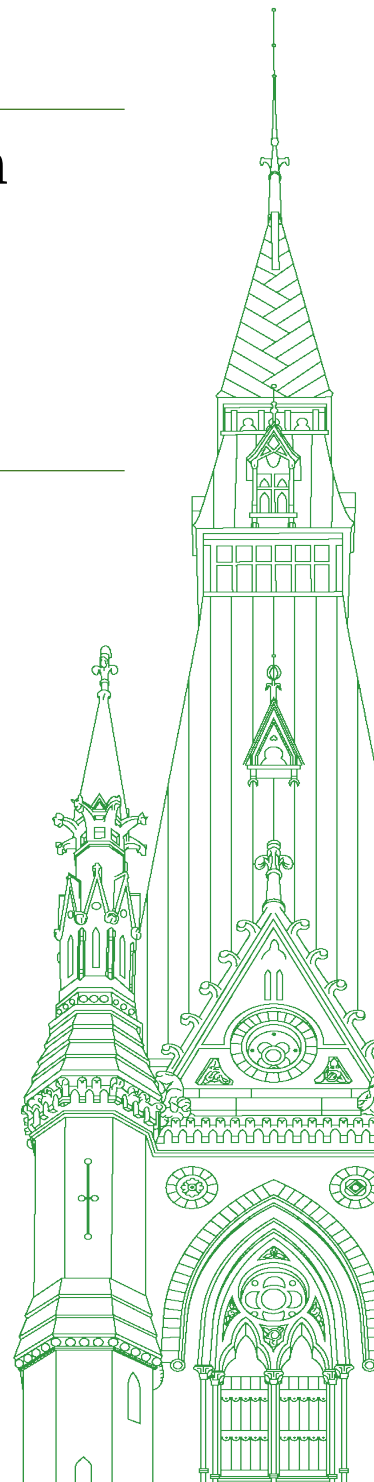
# Comité permanent de la condition féminine

TÉMOIGNAGES

**NUMÉRO 012**

Le lundi 3 novembre 2025

Présidente : Marilyn Gladu





## Comité permanent de la condition féminine

Le lundi 3 novembre 2025

• (1540)

[Traduction]

**La présidente (Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton—Bkejwawong, PCC)):** La séance est ouverte.

Bienvenue à la 12<sup>e</sup> réunion du Comité permanent de la condition féminine de la Chambre des communes.

La réunion d'aujourd'hui se déroule sous forme hybride, conformément au Règlement. Des députés sont présents dans la salle et d'autres participent à distance au moyen de l'application Zoom.

J'aimerais faire quelques observations à l'intention des membres du Comité et des témoins. Veuillez attendre que je vous nomme avant de prendre la parole. Veuillez aussi activer votre micro pour parler et le mettre en sourdine lorsque vous avez terminé. En ce qui concerne l'interprétation, ceux sur Zoom et dans la salle savent comment cela fonctionne: vous pouvez sélectionner le parquet, l'anglais ou le français. Si vous voulez prendre la parole, levez la main. Je vous rappelle que tous les commentaires doivent être adressés à la présidence. Je vous remercie de votre collaboration.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, le Comité étudie l'objet du Budget principal des dépenses 2025-2026.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et secrétaire d'État aux Petites Entreprises et au Tourisme, l'honorable Rechie Valdez.

Nous accueillons également, du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres, Frances McRae, sous-ministre; Lucie Malette, dirigeante principale des finances et directrice exécutive; et Jennifer Cairnie, directrice générale, Politiques stratégiques.

Pendant la première et la deuxième heure, nous avons aussi avec nous Etienne-René Massie, sous-ministre adjoint, Services axés sur le marché, le tourisme et la petite entreprise, du ministère de l'Industrie.

La ministre sera avec nous pendant la première heure. Si j'ai bien compris, elle doit absolument partir à 16 h 45. La sous-ministre et le sous-ministre adjoint seront avec nous pendant les deux heures complètes, et des fonctionnaires se joindront à eux pour la deuxième heure.

Je souhaite également la bienvenue à Mme Khalid. Je crois comprendre que vous faites maintenant partie officiellement du Comité et n'êtes pas seulement de passage. Nous sommes heureux de vous accueillir.

Madame la ministre, vous disposez de cinq minutes pour faire votre déclaration préliminaire, puis nous passerons aux questions.

Vous pouvez commencer. Merci.

**L'hon. Rechie Valdez (ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et secrétaire d'État (Petites Entreprises et Tourisme)):** Merci, madame la présidente.

Avant de commencer, je tiens à souligner que nous nous réunissons sur le territoire traditionnel et non cédé du peuple algonquin anishinabe.

C'est un honneur de comparaître devant ce comité. Je tiens à remercier chacune d'entre vous pour l'excellent travail que vous faites afin de faire avancer l'égalité et la protection des droits, et de veiller à ce que les femmes et les personnes de diverses identités de genre au Canada soient en sécurité, soutenues et entendues.

Je félicite ma collègue Iqra Khalid de s'être jointe officiellement au Comité.

Nous avons tous le même objectif: un Canada où chaque personne, peu importe son origine, son identité ou sa situation, peut vivre à l'abri de la violence et réaliser pleinement son potentiel.

Pour moi, ce travail est très personnel. Pour ceux d'entre vous qui ne le savent pas, je suis née à Kitwe, en Zambie, de parents philippons venus au Canada en quête de possibilités. J'ai grandi en les voyant travailler fort, tout sacrifier, se bâtir une vie et redonner à leur communauté. Des années plus tard, j'ai moi-même pris un grand risque: j'ai abandonné une carrière de 15 ans dans une banque — je pense que certains d'entre vous connaissent ce sentiment — pour lancer une petite entreprise à domicile, tout en élevant deux jeunes enfants. Ce parcours m'a appris une chose simple, mais essentielle: lorsque les femmes ont une chance équitable de réussir, les familles prospèrent, les communautés prospèrent et notre économie tout entière en ressort plus forte.

Et c'est ce qui m'amène ici aujourd'hui.

Je veux d'abord vous faire part d'une bonne nouvelle. La semaine dernière, aux côtés de mes collègues, le ministre Champagne et la ministre Gull-Masty, j'ai eu le plaisir d'annoncer que le budget 2025 prévoit un investissement de 660,5 millions de dollars sur cinq ans, ainsi que plus de 131 millions de dollars en financement permanent, afin de faire progresser l'égalité des genres au Canada. Il s'agit de l'investissement ponctuel le plus important de l'histoire du ministère depuis sa création en 2018.

Voici comment cet investissement fera une différence. Premièrement, nous investissons 382 millions de dollars sur cinq ans, avec 76,5 millions de dollars en financement permanent, pour soutenir les femmes canadiennes et stabiliser le Programme de promotion de la femme. Cela permettra à des centaines d'organismes sur le terrain d'aider davantage de femmes à améliorer leur sécurité économique, à accéder à des postes de direction et à réussir dans tous les secteurs de notre économie.

Deuxièmement, nous investissons plus de 223 millions de dollars sur cinq ans, avec près de 45 millions de dollars en financement permanent, pour poursuivre les efforts fédéraux visant à lutter contre la violence fondée sur le sexe. Ce financement renforcera les mesures de prévention et les soutiens aux survivantes, car personne ne peut apprendre, travailler ou diriger s'il ou elle ne se sent pas en sécurité, que ce soit à la maison, en ligne, à l'école ou au travail.

Troisièmement, nous investissons plus de 54 millions de dollars sur cinq ans, avec près de 11 millions de dollars en financement permanent, pour renforcer le Fonds de développement des capacités communautaires 2ELGBTQI+. Ces fonds aideront à protéger les droits, à élargir les réseaux et à rendre les espaces plus sûrs et inclusifs à travers le pays.

Quatrièmement, nous investissons 7,5 millions de dollars sur cinq ans, avec 1,5 million de dollars en financement permanent, pour appuyer la sécurité des événements de la Fierté.

Faire progresser la sécurité économique des femmes, lutter contre la violence fondée sur le sexe et protéger et autonomiser les communautés 2ELGBTQI+, voilà les piliers d'un Canada plus fort, plus sûr et plus prospère.

Notre gouvernement réaffirme également son engagement à travailler avec les provinces et les territoires pour appuyer la mise en œuvre continue du Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe. Ce plan de 10 ans, fondé sur la collaboration, réunit les partenaires fédéraux, provinciaux et territoriaux autour d'un objectif commun: bâtir un Canada plus sûr, qui soutient les victimes, les survivantes et leurs familles dans toutes les communautés. Il s'agit de s'assurer que, peu importe où l'on vit — dans une grande ville, une petite localité ou une région éloignée —, on puisse avoir accès aux services et aux soutiens dont on a besoin.

Ces investissements historiques s'ajoutent à d'autres mesures du budget de 2025 qui appuient directement les femmes et les personnes de diverses identités de genre. À titre d'exemples, par l'entremise de Maisons Canada, nous investissons un milliard de dollars dans le logement de transition et de soutien, car un logement sûr est souvent la première étape vers la guérison et un nouveau départ. De plus, nous allons instaurer un code de conduite pour la prévention de la violence économique, en établissant des attentes claires quant à la façon dont les banques doivent repérer, prévenir et contrer le contrôle et la coercition financiers, une forme trop courante, mais souvent cachée, de violence fondée sur le sexe.

Chacune de ces mesures reflète le même principe: la sécurité et les possibilités vont de pair. Derrière chaque investissement, il y a une personne, une femme qui trouve refuge dans un centre d'hébergement, une survivante qui rebâtit sa vie, une jeune entrepreneure qui lance sa première entreprise, ou une famille qui peut enfin se permettre des services de garde. Leur succès, c'est le succès du Canada.

Je m'engage à travailler avec le Comité et je vous remercie de votre temps. Je suis ravie d'être ici avec la sous-ministre de Femmes et Égalité des genres Canada et le sous-ministre adjoint pour le tourisme et la petite entreprise.

Merci beaucoup.

● (1545)

**La présidente:** Merci, madame la ministre.

Nous allons commencer notre série de questions. Comme vous l'avez peut-être remarqué, je suis très serviable. Lorsqu'il vous reste une minute dans votre séquence de questions, je vous montre le carton jaune. Lorsqu'il vous restera 30 secondes, je vous montre le carton rouge, puis je vous amène gentiment à conclure.

Nous allons commencer par les conservateurs.

Madame Vien, vous avez six minutes.

[Français]

**Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC):** Merci beaucoup, madame la présidente.

Madame la ministre, soyez la bienvenue.

Les 660 millions de dollars dont vous avez parlé, qui ont été annoncés par le ministre des Finances la semaine dernière, ne veulent rien dire pour nous. Nous nous demandons tous pourquoi vous avez annoncé cela cinq jours avant le dépôt du budget. Pour nous, cela ne règle pas du tout la question de la violence.

Ce qui est vrai et tangible, ce sont les chiffres que l'on retrouve sur votre site Web. Dans votre plan annuel pour 2025-2026, on dit, entre autres, que les dépenses de votre ministère passeront de 407 millions de dollars en 2025-2026 à 76 millions de dollars en 2027-2028. On appelle ça une saignée. Quant aux effectifs, ils seront réduits de 53 %. Pour nous, il ne fait aucun doute que c'est une réduction importante qui va toucher les femmes.

Pensez-vous que c'est le bon moment de laisser le gouvernement faire des compressions budgétaires dans votre ministère, alors que la violence entre partenaires intimes a augmenté de 39 % et que les agressions sexuelles ont augmenté de 76 % depuis que vous êtes arrivés au pouvoir, il y a 10 ans?

[Traduction]

**L'hon. Rechie Valdez:** Merci beaucoup de cette question.

Je ne suis pas d'accord. Cela ne veut certainement pas dire qu'il y aura des compressions.

Comme je l'ai dit, nous allons continuer d'investir pour soutenir les femmes et l'égalité des genres partout au pays. L'annonce que je viens de faire, encore une fois, portait sur un investissement pour soutenir les femmes et leur autonomisation économique et pour soutenir et assurer la sécurité de nos communautés 2ELGBTQI+ tout en luttant contre la violence fondée sur le sexe et...

[Français]

**Dominique Vien:** Sauf votre respect, madame la ministre, ce n'est pas ce que dit votre site Web ni même votre plan ministériel. Les dépenses budgétaires vont passer de 407 millions de dollars à 76 millions de dollars. Vous avez commis un outrage au Parlement, la semaine dernière, en faisant une annonce de 660 millions de dollars avant même le dépôt du budget.

Comment pouvez-vous accepter une réduction de 407 millions à 76 millions de dollars pour les femmes du Canada? C'est ce qu'on voit sur votre site Web.

● (1550)

[Traduction]

**L'hon. Rechie Valdez:** Encore une fois, comme je l'ai dit, nos investissements vont aider à renforcer les femmes et l'égalité des genres.

Ma sous-ministre semble vouloir dire quelque chose.

**Frances McRae (sous-ministre, ministère des Femmes et de l'Égalité des genres):** Merci.

Ce n'est qu'une petite précision à propos de ce qui se trouve sur notre site Internet. Cela reflète des décisions antérieures et ne prend pas en considération le budget à venir.

[Français]

**Dominique Vien:** Madame la présidente, excusez-moi, mais je n'ai pas beaucoup de temps avec la ministre, alors j'aimerais bien que les réponses viennent d'elle.

Madame la ministre, le ministre des Finances a donné un ordre assez clair à l'ensemble du Conseil des ministres, en juin. Vous deviez réduire vos budgets de 7,5 % pour l'exercice financier en cours, qui se termine en mars 2026, puis de 10 % pour l'année suivante et de 15 % pour la troisième année.

La question est bien simple: comment allez-vous répondre à la demande de votre ministre des Finances, soit de réduire les dépenses de votre ministère de 7,5 % pour cette année?

[Traduction]

**L'hon. Rechie Valdez:** Encore une fois, je vais insister sur le fait que, contrairement à ce que ma collègue a dit, grâce à cette annonce, il y aura un financement constant, permanent et stable pour que le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres dispose des ressources dont il a besoin. J'ai déjà indiqué que 660 millions de dollars seront versés à des organismes sur le terrain et...

[Français]

**Dominique Vien:** Madame la ministre, vous ne répondez pas à ma question. Vous avez reçu l'ordre de réduire vos dépenses de 7,5 % cette année, de 10 % l'année prochaine et de 15 % dans deux ans.

Qu'avez-vous dit au ministre des Finances à propos de ce que vous alliez réduire dans votre ministère pour atteindre les cibles qu'il vous a données?

[Traduction]

**L'hon. Rechie Valdez:** Encore une fois, je tiens à remercier les femmes qui sont ici et qui ont exercé des pressions auprès du ministre des Finances. Nous nous sommes battues pour obtenir ce financement, et je suis heureuse de vous dire que, suivant l'annonce que j'ai faite la semaine dernière, 660 millions de dollars seront alloués au ministère des Femmes et de l'Égalité des genres pour poursuivre le bon travail que nous faisons. Encore une fois, il s'agit d'un financement constant, permanent et stable qui...

[Français]

**Dominique Vien:** Madame la ministre, êtes-vous en train de nous dire que vous êtes exemptée des compressions que le ministre des Finances a demandé à chaque ministère de faire, notamment en ce qui a trait à l'achat de fournitures militaires, par exemple? Êtes-vous en train de nous dire que vous êtes exemptée de ces réductions de 7,5 %, de 10 %, et de 15 %?

[Traduction]

**L'hon. Rechie Valdez:** J'ai de bonnes nouvelles pour ma collègue. Encore une fois, notre budget sera présenté demain à 16 heures. Tous les détails seront mentionnés dans ce budget. Ce sont de bonnes nouvelles. Il s'agit d'un financement stable et prévisible pour le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres.

[Français]

**Dominique Vien:** Quand le budget sera déposé demain, vous expliquerez aux Canadiens pourquoi vous avez annoncé 660 millions de dollars dans les airs la semaine passée en outrage au Parlement. C'est grave, madame la ministre.

J'ai parcouru le Plan ministériel 2025-2026 de Femmes et Égalité des genres Canada. Je n'ai pas trouvé d'indice de performance pour évaluer les dépenses que vous dites engager pour la violence contre les femmes. Je vous rappelle qu'au Québec, actuellement, nous en sommes à 15 féminicides depuis le début de 2025. Les violences contre les femmes, notamment dans les cas de violence entre partenaires intimes, ont augmenté de 30 %, et les agressions sexuelles de 76 %, depuis que vous êtes ministre.

Si vous dites que votre gouvernement est si performant à cet égard, comment évaluez-vous cela? Vous parliez d'investissements historiques tout à l'heure, alors que votre bilan est très médiocre en matière de protection des femmes canadiennes.

**L'hon. Rechie Valdez:** Je vous remercie de votre question...

[Traduction]

**La présidente:** Je suis désolée, mais le temps est écoulé.

Nous passons maintenant à Mme Khalid, pour six minutes.

**Iqra Khalid (Mississauga—Erin Mills, Lib.):** Merci beaucoup, madame la présidente.

Merci, madame la ministre, d'avoir pris le temps de venir aujourd'hui.

Madame la ministre, à quoi sert d'avoir un ministère dédié expressément aux femmes dans notre pays?

**L'hon. Rechie Valdez:** Je suis vraiment fière de pouvoir défendre les femmes et l'égalité des genres. En tant que ministre, notre objectif est de veiller à ce que, pendant que nous bâtissons l'économie la plus forte du G7, nous tenions compte de l'égalité entre les genres et assurions la pleine participation et l'inclusion des femmes partout au pays.

Nous le faisons de plusieurs façons. J'ai déjà fourni tous les détails de l'annonce que j'ai faite. Nous pouvons le faire de manière efficace grâce à notre analyse comparative entre les sexes plus, l'ACS+, en veillant à ce qu'elle fasse partie intégrante du processus décisionnel du gouvernement. Cette année marque le 30<sup>e</sup> anniversaire de notre ACS+. C'est de cette façon que nous nous assurons que l'équité fait partie de toutes les politiques et toutes les mesures législatives que nous présentons.

Encore une fois, ce faisant, nous donnons plus de pouvoir aux femmes en favorisant leur participation à l'économie. Nous veillons à ce que nos collectivités soient sûres. Nous luttons contre la violence fondée sur le sexe. Au bout du compte, cela permettra de bâtir l'économie la plus forte du G7.

• (1555)

**Iqra Khalid:** Merci beaucoup.

Quel rôle jouez-vous auprès des autres ministères pour vous assurer que les objectifs que vous venez d'énoncer sont bel et bien atteints?

**L'hon. Rechie Valdez:** L'un des rôles que je joue en tant que ministre des Femmes et de l'Égalité des genres est celui de rassembleuse. J'ai parlé à de nombreux groupes de défense des femmes et des personnes de diverses identités de genre partout au pays. Pour vous donner un exemple, nous organisons des tables rondes et des groupes de discussion, comme nous l'avons fait l'été dernier. Nous continuons de mettre en lumière leurs problèmes et leurs préoccupations.

Je peux ensuite en parler à mes collègues du caucus et du Cabinet. Il s'agit de s'assurer que, grâce à l'analyse comparative entre les sexes plus, toutes les politiques gouvernementales qui sont proposées tiennent compte de l'équité et de l'égalité.

Je veux aussi mentionner une chose. J'ai récemment eu une rencontre dans les Territoires du Nord-Ouest avec les ministres provinciales et territoriales responsables de la condition féminine. Nous avons eu des discussions extraordinaires. Nous cherchions concrètement des moyens de continuer à faire des progrès dans toutes les régions du pays. Ces discussions et ce travail me donnent des outils pour continuer à défendre les femmes et l'égalité des genres partout au pays.

**Iqra Khalid:** Je vous en suis très reconnaissante. C'est une question d'égalité des chances, sans égard à votre genre ou à votre race, à la personne que vous aimez et à votre confession, quelle qu'elle soit. Je vous remercie du travail que vous faites pour assurer l'égalité des chances.

La semaine dernière, vous avez annoncé que le budget de 2025 inclurait plus d'un demi-milliard de dollars pour le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres. Les organismes de femmes et les parties concernées partout au pays réclament un financement plus stable et plus constant.

Pouvez-vous nous expliquer comment cet investissement leur viendra en aide?

**L'hon. Rechie Valdez:** Encore une fois, pour revenir à l'annonce que j'ai faite, il est absolument essentiel que nous ayons un financement stable et constant pour ces organismes. J'aimerais vous inviter à regarder ce que nous avons déjà été en mesure de faire comme investissements. Selon le ministère, nous avons plus de 2 000 organismes partout au pays qui, littéralement, sauvent des vies, qui aident des gens et qui ont bénéficié des investissements que nous avons faits dans le passé.

À titre d'exemple, voici quelques-unes des réussites de nos programmes: 160 000 personnes ont bénéficié directement de nos mesures de soutien; 1 500 personnes ont profité de nos ressources; 3 300 partenariats ont été renforcés ou créés; et 69 % des projets que nous avons financés ont réduit les obstacles pour favoriser l'égalité des sexes. C'est énorme.

Je pense à ma fille, Cassidy, et aux possibilités qu'elle aura en grandissant dans un monde où elle pourra évoluer dans l'environnement égalitaire que nos investissements aident à concrétiser. Nous en avons besoin. Ces investissements continus feront en sorte que les organismes sur le terrain auront la capacité d'améliorer le sort des gens et qu'ils disposeront des ressources nécessaires pour leur offrir une aide directe. Je suis très fière du soutien que le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres offre aux Canadiens.

**Iqra Khalid:** Merci beaucoup de cette réponse très complète.

Madame la ministre, certains critiquent notre façon de mesurer le soutien que nous offrons aux femmes. Qu'avez-vous à dire à ce sujet?

**L'hon. Rechie Valdez:** J'ai déjà donné quelques exemples sur notre façon de mesurer cela, mais je vais vous en dire plus à ce sujet.

En 2023-2024 seulement, plus de 280 000 ressources ont été fournies, et 731 000 personnes en ont bénéficié. Au cours de cette seule année, 559 millions de dollars ont été investis dans plus de 193 initiatives fédérales, provinciales et territoriales. Encore une fois, tous ces investissements sont là pour soutenir les femmes et l'égalité des genres à l'échelle du pays.

Nous travaillons directement avec les organismes que nous finançons dans le cadre d'ententes solides. Le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres fait du suivi et continue de veiller à ce qu'il y ait une reddition de comptes afin de tirer le maximum de l'argent des contribuables pour soutenir les femmes, l'égalité des genres et l'inclusion.

● (1600)

**La présidente:** Votre temps est écoulé.

[Français]

Madame Larouche, vous avez la parole pour six minutes.

**Andréanne Larouche (Shefford, BQ):** Merci, madame la présidente.

Madame l'honorable ministre, je vous remercie d'être avec nous aujourd'hui.

D'abord, je vais revenir sur le sujet d'une question qui vous a été posée un peu plus tôt. Vous avez fait des annonces, la semaine dernière. Est-ce la nouvelle stratégie du gouvernement de faire un striptease de mesures avant le dépôt du budget? Vous avez eu des appels. Vous m'avez parlé pour faire une annonce, mais pas pour faire de la négociation, ni pour voir si cela nous convenait ni pour voir si cela répondait à des demandes de groupes de chez nous. C'était simplement pour faire une annonce, alors que le budget sera déposé demain.

Dans le contexte d'un gouvernement minoritaire, alors qu'on ne doit pas seulement parler et faire des annonces, mais s'entendre et négocier pour améliorer les choses, que pensez-vous de cette stratégie consistant à saupoudrer de l'information et de faire un striptease des mesures du gouvernement avant le dépôt du budget?

[Traduction]

**L'hon. Rechie Valdez:** Voici ce que je peux dire. Depuis l'été, j'ai rencontré de nombreux organismes de femmes et de personnes de diverses identités de genre qui m'ont fait part de leurs préoccupations au sujet de l'absence de soutien permanent. Le fait que l'annonce ait été faite avant le budget fait en sorte que ces organismes savent que notre gouvernement les voit, les entend et leur fournira le financement constant, fiable et stable dont le secteur a besoin pour planifier les formes de soutien qu'ils vont offrir aux femmes et aux personnes de diverses identités de genre.

[Français]

**Andréanne Larouche:** J'ai l'impression qu'on assiste plutôt à un *show* de boucane du gouvernement, qui fait des annonces pour essayer de camoufler des compressions budgétaires.

Si l'objectif est la stabilité, pourquoi le budget passera-t-il de 407 millions à 76 millions de dollars d'ici 2027-2028? C'est dans un tableau. Les chiffres sont là.

Y aura-t-il un financement de relais entre le financement existant actuellement et le financement annoncé à partir de 2026-2027 afin d'éviter les interruptions pour les organismes?

[Traduction]

**L'hon. Rechie Valdez:** Comme la sous-ministre l'a dit plus tôt, nous avons plusieurs programmes qui arrivaient à échéance. L'annonce que j'ai faite concernait ces programmes qui arrivaient à échéance, qu'il s'agisse du Programme de promotion de la femme, du Programme 2ELGBTQI+ ou des mesures de soutien pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe.

Lorsque nous déposerons le budget demain à 16 heures, le Parlement aura l'occasion, comme il le fait toujours, de débattre du budget et de ce qu'il contient. J'attends avec impatience ces discussions et ce débat.

[Français]

**Andréanne Larouche:** J'ai quand même l'impression que c'est trop peu, trop tard.

Comment pouvez-vous garantir que les services aux femmes victimes de violence ne seront pas affaiblis par la réduction du personnel? On annonce aussi une réduction de 53 % des effectifs. Les postes abolis vont-ils être liés au soutien régional, à l'expertise ou à l'analyse?

[Traduction]

**L'hon. Rechie Valdez:** Encore une fois, je n'ai pas annoncé de compressions. Notre engagement de 660 millions de dollars comprend 223,4 millions de dollars, dont 44,7 millions de dollars récurrents, pour renforcer nos interventions contre la violence fondée sur le sexe. Nous sommes conscients des défis qui se posent partout au Canada et du fait que les femmes doivent continuer à bénéficier de ces mesures de soutien. Ces investissements fourniront le financement sûr et constant nécessaire en ce sens, en plus du Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe.

[Français]

**Andréanne Larouche:** Madame la ministre, il y a quand même des risques que le budget soit réduit et que les effectifs en matière de violence faite aux femmes le soient aussi.

Dans vos remarques préliminaires, vous avez aussi parlé de collaboration avec le Québec et les provinces. Cet été, l'un de mes collègues m'a alertée qu'en Abitibi-Témiscamingue et dans plusieurs autres endroits au Québec, des maisons pour femmes victimes de violence conjugale sont aux prises avec des décisions bureaucratiques de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, ou SCHL. Cela ajoute des délais et fait augmenter les coûts. Il faut se rappeler que la région de l'Abitibi-Ouest a besoin de cette première maison pour femmes victimes de violence conjugale. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas tout fait pour faciliter la réalisation de ces projets? Pourquoi la bureaucratie de la SCHL nuit-elle à l'aide apportée aux femmes?

En tant que ministre des Femmes et de l'Égalité des genres, vous devez pouvoir parler à vos collègues pour réussir à vous attaquer sérieusement au problème de la violence faite aux femmes. Si quelqu'un m'a averti des problèmes liés à la construction de ces maisons pour femmes victimes de violence conjugale, comment se fait-

il que n'étiez-vous pas au courant de la situation? Qu'avez-vous fait? En avez-vous parlé avec le ministre du Logement et de l'Infra-structure?

• (1605)

**L'hon. Rechie Valdez:** Je vous remercie de votre question.

[Traduction]

Notre gouvernement respecte évidemment l'autonomie du Québec et les compétences de toutes les provinces et de tous les territoires. Comme vous le savez, nous avons une entente avec la province de Québec distincte du Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe. Cette entente respecte l'autonomie du Québec. Le gouvernement du Québec reçoit sa juste part du financement fédéral pour soutenir les programmes, les initiatives et les services visant à nous assurer que nous réprimons la violence fondée sur le sexe. Une partie du financement que nous avons fourni a donné lieu à des projets intéressants, comme celui de Femmes autochtones du Québec, qui a bénéficié d'un financement de plus de 1 million de dollars.

En ce qui concerne les organismes que vous avez mentionnés, je serai heureuse de travailler avec vous afin de savoir quels sont les enjeux que vous avez mentionnés et de pouvoir m'occuper de cela directement avec ces organismes et par l'entremise de notre ministère.

[Français]

Merci.

**Andréanne Larouche:** Madame la ministre, je veux juste conclure en disant que, pendant la pandémie, le Québec était aux prises avec des délais de six mois supplémentaires comparativement à ailleurs. C'est inacceptable. À un moment donné, il faut respecter les demandes du Québec.

Je reviendrai sur cette question.

[Traduction]

**La présidente:** Très bien.

Nous allons maintenant passer à notre deuxième série de questions.

Madame Roberts, vous avez cinq minutes.

**Anna Roberts (King—Vaughan, PCC):** Merci, madame la présidente.

Je vous remercie de votre présence aujourd'hui, madame la ministre.

Vos commentaires de tout à l'heure n'ont aucunement porté sur l'aide aux aînés, et aux aînés célibataires en particulier. Certaines statistiques sont effarantes dans notre communauté. La banque alimentaire Sai Dham vient en aide à 3 600 aînés par mois, pour un total de 44 000 par année. La banque alimentaire de Vaughan vient en aide à 1 000 aînés par mois, pour un total de 12 000 par année. Les aînés sont obligés de choisir ce qu'ils paieront entre leur loyer, leurs médicaments et leurs aliments. Le pourcentage d'aînés qui ont recours aux banques alimentaires est de 8,3 %, en hausse par rapport à 6,8 % en 2019.

Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, madame la ministre, pourriez-vous expliquer aux résidents de King—Vaughan comment cette situation peut continuer ainsi?

**L'hon. Rechie Valdez:** C'est une question importante. Je remercie mon honorable collègue de défendre les intérêts des aînés. Mes parents sont aussi des aînés.

Les femmes âgées font face à ces défis, comme on l'a mentionné, qu'il s'agisse d'exploitation financière ou d'un manque de ressources lié à la maltraitance des aînés. Par l'entremise du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres, nous fournissons du financement afin de mieux soutenir et autonomiser les femmes âgées traversant ces difficultés. Par exemple, nous avons versé 499 999 \$ à la clinique commémorative Barbra Schlifer, qui dirige une initiative de 20 mois visant à habiliter les femmes âgées...

**Anna Roberts:** Je suis désolée de vous interrompre, madame la ministre, mais ma question porte sur le coût des aliments.

Il y a 58 255 veuves de plus de 65 ans qui vivent dans la pauvreté. Single Seniors for Tax Fairness note que 39 % d'entre elles ne bénéficient pas du fractionnement du revenu de pension. Elles paient en fait 10 % de plus en impôts qu'un couple qui gagne 50 000 \$. Si on compare un couple qui gagne 50 000 \$ et une personne âgée célibataire qui gagne 50 000 \$, la personne âgée célibataire paie 10 % de plus, ce qui réduit sa capacité à se nourrir.

Encore une fois, je vais vous demander d'expliquer aux résidents de King—Vaughan qui nous regardent à la maison aujourd'hui comment cette situation peut continuer ainsi. Plus de 58 000 personnes âgées célibataires vivent sous le seuil de la pauvreté. Elles n'ont pas les moyens de se nourrir, de payer leurs médicaments et de payer leur loyer. En quoi est-ce juste qu'elles paient plus d'impôts qu'un couple?

**L'hon. Rechie Valdez:** Nous reconnaissons que les circonstances sont difficiles, y compris les défis que la députée d'en face aborde au sujet des aînés. Ce que nous avons été en mesure de faire, c'est de mettre en place une réduction d'impôt qui aidera 22 millions de Canadiens partout au pays. Ils ont déjà reçu cette réduction d'impôt, qui va les aider. Nous aidons également les aînés grâce au Régime canadien de soins dentaires pour qu'ils obtiennent le soutien dont ils ont besoin...

**Anna Roberts:** Madame la ministre, je suis désolée de constamment vous interrompre, mais je n'ai que peu de temps pour poser des questions au nom des aînés de ma communauté.

Comme vous le savez, je fais du bénévolat dans une résidence pour personnes âgées. Je siège également bénévolement au comité d'accessibilité de mon canton, et j'en retire une grande fierté. Des aînés viennent me voir pour me dire qu'ils n'ont pas les moyens de payer leur loyer et d'acheter leurs médicaments. Ils paient beaucoup d'impôts sur un revenu minime et, pourtant, le coût de la vie continue d'augmenter. Comment cela peut-il continuer ainsi? Récemment, en janvier dernier, deux personnes âgées vivaient dans leur voiture. Elles n'avaient pas les moyens de payer leur loyer.

Si cette crise du coût de la vie se poursuit... Plus nous empruntons de l'argent, plus les frais sont élevés. Comment expliquer cette réalité aux aînés qui ont bâti ce pays, qui nous ont élevés et qui ne peuvent plus vivre dans la dignité à cause des impôts élevés?

● (1610)

**L'hon. Rechie Valdez:** Nous avons ramené l'âge de la retraite de 67 à 65 ans. Cela permet à un plus grand nombre d'aînés de prendre leur retraite plus tôt...

**Anna Roberts:** Je suis heureuse que vous le mentionniez, car je peux ainsi passer directement à ma prochaine question.

Vous l'avez ramené de 67 à 65 ans, mais voici quelques statistiques qui me laissent vraiment perplexe. Les personnes âgées de plus de 70 ou 80 ans continuent à travailler parce qu'elles ne peuvent pas se permettre le coût de la vie actuel. Comment se fait-il que nous ramenions l'âge de la retraite à 65 ans, mais que les aînés attendent de 15 à 20 ans après cet âge avant de la prendre? En quoi cela les aide-t-il?

**L'hon. Rechie Valdez:** Encore une fois, grâce aux mesures de soutien que j'ai mentionnées et qui sont offertes par le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres, nous appuyons des organisations comme la clinique commémorative Barbra Schlifer, qui mène une initiative de 29 mois visant à autonomiser les femmes âgées qui ont survécu à la violence, par exemple.

Nous continuerons d'aider les organisations dirigées par des femmes, dont le soutien direct aide également les aînés. Je viens de rencontrer le Malton Women Council, qui aide les personnes âgées sur le terrain en leur fournissant le soutien dont elles ont besoin.

**Anna Roberts:** Permettez-moi de vous donner une statistique. Selon...

**La présidente:** En fait, votre temps est écoulé. Vous savez que je suis cruelle à ce sujet, mais c'est ainsi.

Nous passons à Mme Fancy, pour cinq minutes.

Vous avez cinq minutes, madame Fancy.

**Jessica Fancy (South Shore—St. Margarets, Lib.):** Merci beaucoup.

Je remercie notre ministre de sa présence aujourd'hui.

Ma question comporte deux volets, mais le premier élément que je voulais aborder, c'est que certains de mes collègues d'en face ont dit aujourd'hui que le budget jette de la poudre aux yeux. Je voulais vraiment vous donner l'occasion aujourd'hui, madame la ministre, de parler de la transparence dont vous avez fait preuve en faisant certaines petites annonces avant le dépôt du budget demain. Je pense notamment aux diverses annonces sur la défense, le logement et les petites entreprises.

Merci beaucoup d'être venue dans ma circonscription de South Shore—St. Margarets pour participer à une annonce sur les petites entreprises. Beaucoup de femmes à la chambre de commerce croient fermement à la présence des femmes en affaires.

Je veux vous donner l'occasion de parler de la transparence dont vous avez fait preuve en nous faisant cette annonce il y a cinq jours, madame la ministre. Veuillez aussi nous parler de l'effet que l'annonce peut avoir en matière de transparence alors que nous présentons le premier budget de notre nouveau gouvernement.

**L'hon. Rechie Valdez:** Comme je le disais tout à l'heure, il est important pour nous de prendre les devants et de faire de petites annonces, comme vous l'avez mentionné, qui vont vraiment profiter à nos communautés.

Le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres va vraiment aider à soutenir les organisations en leur fournissant le financement continu qu'elles attendent de nous. Le budget que nous dévoilerons demain sera empreint d'une transparence évidente en ce qui concerne les dates prévisibles à venir, non seulement pour demain avec le budget que nous présenterons, mais aussi pour les budgets futurs. Je pense que cette transparence donnera aux Canadiens des investissements pour l'avenir, notamment.



Pour revenir à la question, madame la présidente, je me suis rendue dans la circonscription de mon honorable collègue. J'ai eu le plaisir d'y aller pour annoncer l'initiative de 100 millions de dollars entre la BDC et le Programme de développement des collectivités qui fournira des ressources essentielles à 520 000 entrepreneurs et petites entreprises des régions rurales et éloignées. Nous savons quels défis caractérisent ces régions. L'investissement permettra aux PME rurales de continuer à créer des emplois, de renforcer nos collectivités et, au bout du compte, de bâtir l'économie la plus forte du G7. C'est ce que les petites entreprises des régions rurales et éloignées ont demandé, et nous répondons à leur demande.

**Jessica Fancy:** Merci beaucoup.

J'ai une dernière question.

Merci d'avoir aussi bien préparé le terrain, madame la ministre, dans les régions rurales et éloignées, car, comme vous le savez, ma circonscription de South Shore—St. Margarets est principalement rurale, et le Canada atlantique connaît malheureusement une augmentation importante de la violence fondée sur le sexe.

Ma dernière question pour clore notre échange, madame la ministre, est la suivante: comment le gouvernement reconnaît-il cette augmentation de la violence fondée sur le sexe dans les régions rurales comme le Canada atlantique, où les femmes ont souvent beaucoup de mal à avoir accès à des mesures de soutien?

**L'hon. Rechie Valdez:** Madame la présidente, ma collègue soulève ce que me disent les ministres responsables de la condition féminine dans les régions rurales, nordiques et éloignées. Nous en discutons en détail. Certains des obstacles uniques auxquels sont confrontées ces communautés sont particulièrement complexes, surtout pour les femmes qui fuient la violence.

Notre gouvernement comprend que les femmes et les filles de ces communautés vivent des difficultés. C'est pourquoi, grâce à nos initiatives de financement pour les femmes et l'égalité des genres, comme le soutien à la YWCA... Je suis sûre que mon honorable collègue est très au fait du travail de cette organisation. Elle offre des refuges d'urgence aux personnes qui fuient la violence. Ces refuges qui tiennent compte de la culture offrent des protections immédiates, un soutien émotionnel et un accès à des ressources. Ces services comblent les lacunes critiques en matière de services dans ces communautés, en particulier celles qui ne sont accessibles que par des routes de glace, par avion ou par canot. Ainsi, les femmes, peu importe où elles se trouvent au pays, peuvent obtenir le soutien dont elles ont besoin par l'entremise du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres.

• (1615)

**La présidente:** Je pense qu'il vous reste encore une minute et demie, si vous voulez l'utiliser.

**Jessica Fancy:** C'est merveilleux.

J'ai une dernière petite question.

Je me demandais si vous pouviez nous donner quelques exemples montrant que l'application d'une optique intersectionnelle renforce le soutien fédéral aux femmes et aux personnes de diverses identités de genre partout au pays. En particulier, cette approche garantit que personne n'est laissé pour compte en raison de son identité et de son mode de vie.

**L'hon. Rechie Valdez:** Comme je l'ai déjà mentionné, il y a 30 ans que l'ACS+ a été intégrée dans les démarches du gouvernement du Canada. Nous nous engageons à ce que toutes les organisa-

tions fédérales appliquent l'ACS+ pour nous assurer que leur travail est inclusif et qu'il reflète les expériences diverses et vécues de nombreuses femmes partout au pays. Cette approche continuera d'améliorer la formation, les outils et les directives liés à l'ACS+ afin de nous assurer de communiquer ces pratiques exemplaires et d'améliorer nos lois.

Je suis fière de dire que le Canada est un chef de file à cet égard grâce à la mise en œuvre de l'ACS+. Je remercie également mon honorable collègue, qui poursuit elle aussi ce travail.

**La présidente:** Merci beaucoup, madame la ministre.

J'encourage tous ceux qui n'ont pas vu la formation sur l'ACS+, qui est gratuite sur le site Web, à la suivre.

[Français]

Madame Larouche, vous avez la parole pour 2 minutes et demie.

**Andréanne Larouche:** Merci beaucoup, madame la présidente.

Madame la ministre, j'ai beaucoup de choses à vous dire avant la fin de votre témoignage.

Je vais d'abord revenir sur un sujet dont ma collègue Mme Roberts a parlé, à savoir le fait que les femmes âgées sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté. Cela peut maintenir un cycle de violence.

Vous vous vantez d'avoir abaissé l'âge de la retraite de 67 ans à 65 ans. Cependant, quel est le point de vue de votre gouvernement sur l'âge de la retraite? Avez-vous eu des échanges avec la secrétaire d'État responsable des Aînés? En augmentant seulement la pension pour les gens de 75 ans et plus, vous avez créé une iniquité inacceptable que dénoncent des femmes âgées de 65 ans à 74 ans, qui n'ont eu aucune hausse.

Finalement, quel est votre point de vue sur la retraite, madame la ministre?

**L'hon. Rechie Valdez:** Je vous remercie de votre question.

[Traduction]

Je vais répéter ce que j'ai dit. Notre gouvernement continue de soutenir les femmes âgées. Par l'entremise du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres, nous allons continuer à financer et à soutenir les organisations de femmes qui viennent en aide directement aux personnes âgées, afin que celles-ci obtiennent le soutien dont elles ont besoin.

Tout à l'heure, j'ai donné l'exemple du Malton Women Council. Grâce au financement qu'elle a reçu du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres, l'organisation aide les personnes âgées victimes de violence fondée sur le sexe à obtenir le soutien dont elles ont besoin sur le terrain, qu'il s'agisse de ressources ou de soutien émotionnel.

D'ailleurs, j'ai parlé à l'une des victimes pas plus tard que la semaine dernière lorsque j'étais sur place. Elle m'a dit de vive voix que, grâce à ce soutien, l'organisation a pu l'aider à avoir une meilleure chance de se reprendre en main.

[Français]

**Andréanne Larouche:** Ce n'est pas ce qu'elles demandent. Je reçois des courriels de femmes âgées de partout au pays qui demandent cette augmentation de la pension pour les personnes de 65 à 74 ans. Pour elles non plus, la pauvreté et la maladie n'attendent pas l'âge de 75 ans. Vous en parlerez avec votre collègue la secrétaire d'État responsable des Aînés.

Cela dit, vous avez terminé le tour de parole précédent en parlant de l'analyse comparative entre les sexes Plus, ou ACS Plus, et de son importance. Je reçois aussi des courriels de gens qui s'inquiètent des compressions dans votre ministère. Nous savons qu'il y aura une baisse des dépenses dans les programmes.

Comment va-t-on mesurer les résultats relatifs à l'ACS Plus dans les autres ministères s'il n'y a pas de ressources internes? Est-ce que ça va compromettre la qualité et la profondeur de l'ACS Plus?

**L'hon. Rechie Valdez:** Je vous remercie de votre question.

[Traduction]

Ce que je peux dire par rapport à toutes ces mesures de soutien — et nous en avons déjà annoncé certaines qui aideront les femmes partout au pays —, c'est que les défenseurs des droits ont demandé du financement pour soutenir les victimes de violence fondée sur le sexe. J'en ai déjà parlé. En outre, ils demandent des mesures de soutien pour la construction de logements abordables au Canada. Grâce à notre programme et à notre initiative Maisons Canada, nous allons continuer à construire des logements plus rapidement.

Lorsque les Canadiennes auront le logement et le soutien dont elles ont besoin, elles pourront...

**La présidente:** Merci, madame la ministre. Je suis désolée, mais le temps est écoulé.

Nous passons maintenant à Mme Cody, pour cinq minutes.

**Connie Cody (Cambridge, PCC):** Merci, madame la présidente.

Merci, madame la ministre, d'être parmi nous aujourd'hui.

Je vais tout de suite poser mes questions.

Les petites entreprises font faillite à un rythme alarmant. Les femmes propriétaires d'entreprises sont touchées de façon disproportionnée. En tant que ministre des Femmes et des Petites Entreprises, vous êtes responsable de ce dossier. Êtes-vous fière de ce bilan, oui ou non?

**L'hon. Rechie Valdez:** Ce que je peux dire, c'est que les petites et moyennes entreprises représentent près de 98 % de toutes les entreprises au pays. Notre gouvernement est présent et continuera de l'être pour les petites entreprises...

• (1620)

**Connie Cody:** Répondez simplement par oui ou par non. Est-ce oui ou non?

**L'hon. Rechie Valdez:** Ce que je peux dire, c'est que nous utilisons tous les outils à la disposition de notre gouvernement pour soutenir les petites entreprises afin qu'elles obtiennent l'aide dont elles ont besoin, surtout en ces temps difficiles.

**Connie Cody:** Avec tout le respect que je vous dois, madame la ministre, vous ne répondez pas à ma question, alors je vais considérer que la réponse est non.

Madame la ministre, les investissements ne donnent pas les résultats escomptés. Malgré un financement de 7 milliards de dollars, la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat n'atteint pas les objectifs. L'Initiative pour l'inclusion des femmes dans le secteur du capital de risque a été abandonnée après n'avoir financé que cinq organisations. Dix années de mauvaises politiques libérales obligent les femmes à se démener. Appuyez-vous ces échecs, oui ou non?

**L'hon. Rechie Valdez:** Notre gouvernement s'engage à créer une initiative de capital de risque dynamique et durable...

**Connie Cody:** Encore une fois, madame la ministre, la réponse est-elle oui ou non?

**L'hon. Rechie Valdez:** Nous allons continuer de les soutenir par l'entremise de notre...

**Connie Cody:** D'accord. Je dois passer à la question suivante. Je vais considérer votre réponse comme un non.

Lorsque vous dirigez votre petite entreprise, adhérez-vous à la notion qu'il était acceptable d'équilibrer votre budget de fonctionnement tout en accumulant d'énormes dettes dans votre bilan, oui ou non?

**L'hon. Rechie Valdez:** Lorsque je dirigeais mon entreprise, je cherchais toutes les occasions possibles d'obtenir le soutien nécessaire. C'est exactement ce que nous offrons grâce à notre Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat. Nous offrons du soutien sous forme de prêts...

**Connie Cody:** D'accord, je vais encore devoir considérer votre réponse comme un non. La réponse évidente est non, parce que la banque demandait le remboursement de vos prêts, n'est-ce pas?

**L'hon. Rechie Valdez:** Encore une fois, dans le cadre de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat, nous accordons des prêts et nous soutenons cet incroyable écosystème partout au pays afin que les petites entreprises puissent aider les jeunes pousses à prendre de l'expansion, à obtenir les ressources dont elles ont besoin...

**Connie Cody:** D'accord, il me reste très peu de temps, alors je vais passer à la question suivante.

Le financement de 382,5 millions de dollars que vous accordez à des organisations dirigées par des femmes alourdit la bureaucratie. Combien de temps les femmes propriétaires de petites entreprises devront-elles attendre pour connaître les résultats du gouvernement?

**L'hon. Rechie Valdez:** Je ne souscris pas à la prémisse de cette question. Dans le cadre de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat, nous avons déjà fourni du soutien à plus de 490 000 femmes entrepreneures partout au pays; c'est un investissement de 7 milliards de dollars. Nous changeons également la donne pour la majorité des entreprises appartenant à des femmes. Nous sommes passés de 16,8 % en 2020 à 17,8 % aujourd'hui. Il s'agit d'une amélioration qui permet aux femmes de démarrer et de faire croître leurs entreprises, et cela aide également les femmes à acquérir l'indépendance nécessaire pour faire croître l'économie la plus forte du G7.

Je suis très...

**Connie Cody:** D'accord, alors pourquoi les libéraux paient-ils des centaines de millions de dollars à des consultants qui nous diront ce que nous savons déjà, au lieu de fournir le financement aux femmes que votre ministère est censé aider?

**L'hon. Rechie Valdez:** Le gouvernement investit par l'entremise de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat, qui appuie 20 ministères fédéraux. Nous avons appuyé 490 000 femmes. Nous avons octroyé 35 700 prêts. Ces mesures permettent aux femmes d'investir dans leurs entreprises, de les faire croître et de créer des emplois pour les Canadiens. Il s'agit d'un soutien réel dont elles peuvent profiter. Par le passé, elles n'auraient pas pu avoir ce genre de soutien...

**Connie Cody:** Excusez-moi, madame la ministre. Vous avez dit que le financement serait octroyé aux organisations dirigées par des femmes. Je pose une question sur la bureaucratie que cela implique et je demande combien de temps les femmes propriétaires d'entreprises qui ont besoin d'aide doivent attendre. Dans la circonscription de Cambridge, que je représente, plusieurs petites entreprises sont en difficulté, et elles méritent qu'on leur donne un délai. Combien de temps devront-elles encore attendre pour obtenir des résultats?

**L'hon. Rechie Valdez:** Nous avons de bonnes nouvelles, madame la présidente. Je me suis rendue à Cambridge et j'ai visité les petites entreprises de cette région du pays. Ce que je peux vous dire, c'est qu'il y a des mesures de soutien qui sont offertes actuellement...

**Connie Cody:** Madame la ministre, combien de temps devront-elles encore attendre? Elles nous demandent de l'aide maintenant.

**L'hon. Rechie Valdez:** Elles peuvent obtenir de l'aide par l'entremise des outils et des ressources que nous offrons. Elles ont aussi accès aux mesures de développement des entreprises...

**Connie Cody:** Elles vont faire faillite. Ce n'est pas ce que j'appellerais de l'aide.

Passons à la prochaine question.

Puisque près du quart de tous les crimes violents au Canada impliquent aujourd'hui des partenaires intimes, le gouvernement ne va-t-il pas accorder la priorité au projet de loi C-225 des conservateurs, qui permettrait de considérer le meurtre d'un partenaire intime comme un meurtre au premier degré, malgré la hausse du taux de féminicides?

**L'hon. Rechie Valdez:** Ce que je peux dire, c'est que je suis de tout coeur avec les personnes qui ont été victimes de violence fondée sur le sexe. Je suis heureuse de vous dire que notre gouvernement continue de prendre des mesures pour aborder la question par l'entremise du Plan d'action national pour lutter contre la violence fondée sur le sexe...

**Connie Cody:** Donc, allez-vous appuyer le projet de loi C-225 des conservateurs?

**L'hon. Rechie Valdez:** Nous savons que la violence n'a pas sa place au pays. Comme vous le savez, nous présentons des mesures législatives devant la Chambre pour aborder...

**Connie Cody:** Je vous demande de répondre par oui ou par non, tout simplement. Allez-vous appuyer le projet de loi C-225?

**Iqra Khalid:** Madame la présidente, j'invoque le Règlement.

J'écoute les questions de Mme Cody, qui sont valides. Toutefois, je trouve que nous ne donnons pas à la ministre la chance d'y répondre. Madame la présidente, est-ce que nous pouvons traiter nos témoins avec le respect qu'ils méritent? La ministre a pris le temps de venir témoigner devant le Comité et de répondre à nos questions; laissons-lui la possibilité de le faire.

**La présidente:** Tout à fait. Je vous encourage tous à faire preuve de respect pour les 20 secondes qu'il reste.

Allez-y, madame Cody.

• (1625)

**Connie Cody:** En tout respect, madame la ministre, selon Statistique Canada, le nombre total d'incidents de traite de personnes déclarés à la police a augmenté de 72,7 %, et 93 % des victimes sont des femmes et des filles. Votre gouvernement a adopté le projet de loi C-5 pour permettre la détention à domicile dans les cas de kidnapping et de traite de personnes. À votre avis, est-ce que ce projet de loi est une erreur, oui ou non?

**L'hon. Rechie Valdez:** [Difficultés techniques] communautés, surtout pour appuyer les survivantes et tenir les agresseurs responsables...

**Connie Cody:** Pouvez-vous répondre par oui ou par non, s'il vous plaît?

**L'hon. Rechie Valdez:** Bien sûr, nous savons que la traite de personnes touche les femmes et les filles de façon disproportionnée...

**La présidente:** Vous n'avez plus de temps.

Merci, madame la ministre.

Nous allons entendre Mme Ménard, qui dispose de cinq minutes. Allez-y.

[Français]

**Marie-Gabrielle Ménard (Hochelaga—Rosemont-Est, Lib.):** Merci, madame la présidente.

Je vous remercie, madame la ministre, de nous donner de votre temps en cette veille de dépôt d'énoncé budgétaire.

Il y a une situation qui n'est pas propre au Canada, mais elle me préoccupe beaucoup. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles je me suis lancée en politique.

On observe une montée de la haine dirigée notamment vers les différentes communautés 2ELGBTQI+. Cet été, j'ai été très présente sur le terrain. Je suis la députée de la circonscription d'Hochelaga-Rosemont-Est, où a lieu une grande partie des célébrations de Fierté Montréal. Je sais que les organisations vous ont contactée. J'ai également eu des conversations avec ces dernières, et elles demandent au gouvernement d'agir pour être mieux soutenues et protégées.

Dans ce contexte où la haine prend de l'ampleur, comment voyez-vous la suite des choses et comment comptez-vous apporter votre contribution?

**L'hon. Rechie Valdez:** Je vous remercie de votre question.

[Traduction]

La députée a tout à fait raison. Nous constatons des signes troublants d'une montée de la haine, que ce soit à l'égard de la communauté 2ELGBTQI+ ou par des propos antisémites ou islamophobes, et c'est inacceptable.

En ce qui a trait à la montée de la haine contre la communauté 2ELGBTQI+, notre gouvernement appuie depuis longtemps les organisations qui travaillent pour l'inclusion, la sécurité et l'habilitation au pays. Lorsque j'ai parlé aux représentants de ces organisations l'été dernier, j'ai appris que notre financement pour les femmes et l'égalité des sexes permettait de sauver des vies, parce que les membres de la communauté 2ELGBTQI+ ont un endroit sécuritaire vers lequel se tourner, où ils se sentent inclus et vus.

En misant sur les investissements précédents, nous continuons de financer des projets qui permettent les changements réels dont a parlé la députée. Par exemple, par l'entremise de Sunshine House, le ministère des Femmes et de l'Égalité a investi près de 250 000 \$ pour s'attaquer au problème de la précarité du logement chez les membres de la communauté 2ELGBTQI+, grâce à des mesures de soutien communautaires et fondées sur la culture. Par l'entremise du financement pour la sécurité de la Fierté — j'ai également participé à de nombreuses célébrations de la Fierté l'été dernier —, notre gouvernement aide les organisateurs et les groupes de défense de partout au Canada à renforcer les mesures de sécurité dans le cadre des événements de la Fierté, afin que tous puissent célébrer dans un environnement exempt de peur et de discrimination.

Ce sont les types de mesures que nous allons continuer à appuyer et sur lesquelles nous allons continuer à miser, comme nous l'avons fait valoir lors de notre annonce récente, afin que notre communauté 2ELGBTQI+ puisse se sentir vue et en sécurité au pays, et j'en suis fière. Merci.

[Français]

**Marie-Gabrielle Ménard:** Je vous remercie, madame la ministre.

Il y a sans doute un devoir moral.

Y aura-t-il aussi une vision économique dans ce qui sera présenté cet après-midi?

**L'hon. Rechie Valdez:** Merci beaucoup.

[Traduction]

Oui, tout à fait. Tous nos investissements vont permettre... Les Canadiens nous ont demandé d'assurer leur sécurité; ils nous en ont donné le mandat. Ainsi, ils pourront contribuer librement à la société, renforcer notre économie et travailler ensemble. Ce type d'inclusion est absolument nécessaire.

Nous l'avons constaté dans le cadre des investissements dont j'ai déjà parlé aujourd'hui. Ils sont très importants. Nous allons continuer à miser sur ces investissements par l'entremise de Femmes et Égalité des genres Canada.

[Français]

**Marie-Gabrielle Ménard:** Madame la ministre, on observe aussi une disproportion. Nous parlions plus tôt de violence fondée sur le genre touchant les femmes, les filles et les communautés autochtones. Le gouvernement a imaginé des programmes à cet égard.

Pourquoi est-il important de consacrer des programmes à ces communautés en particulier?

**L'hon. Rechie Valdez:** Je vous remercie de votre question.

[Traduction]

La violence contre les femmes et les filles autochtones, les personnes bispirituelles, lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles, transgenres, queer ou intersexuées est une tragédie nationale continue.

Le Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe et notre plan d'action fédéral 2ELGBTQI+, tous deux menés par Femmes et Égalité des genres Canada, sont complémentaires au Plan d'action national pour les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQI+ autochtones disparues et assassinées et à la Voie fédérale correspondante.

Le quatrième pilier de notre plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe se centre sur la mise en œuvre d'approches menées par les Autochtones, et je suis fière de dire que notre ministère a appuyé plus de 100 organisations des Premières Nations, des Inuits et des Métis dans toutes les provinces et tous les territoires depuis 2021 par l'entremise de l'initiative de financement propre aux Autochtones. Ce financement ne représente pas seulement de l'argent. Il permet de sauver des vies. Il aide les communautés sur le terrain, ce qui est essentiel pour veiller non seulement à bâtir des communautés sécuritaires, mais aussi à favoriser la croissance économique au pays.

[Français]

Merci.

• (1630)

**Marie-Gabrielle Ménard:** Merci, madame la présidente.

[Traduction]

**La présidente:** Excellent.

Nous avons le temps d'entreprendre une troisième série de questions. Je crois que la ministre pourra participer à une partie de cette série, puisqu'elle doit nous quitter à 16 h 45.

Nous allons commencer avec Mme Vien, qui dispose de cinq minutes.

[Français]

**Dominique Vien:** Merci beaucoup, madame la présidente.

Quand j'ai questionné la ministre, tout à l'heure, je lui disais que j'avais beau fouiller sur son site Web et dans son plan ministériel, je n'y trouvais aucun indicateur de rendement concernant la lutte contre la violence faite aux femmes. Les statistiques les plus récentes à ce sujet montrent que les agressions sexuelles ont augmenté de 76 % et que la violence entre partenaires intimes — on l'a appris la semaine passée — a augmenté de 39 % depuis 10 ans. La ministre dit investir un tas d'argent là-dedans, mais il n'y a pas d'indicateurs de rendement.

En avez-vous un? Si c'est le cas, donnez-le-moi.

**L'hon. Rechie Valdez:** Je vous remercie de votre question.

[Traduction]

Comme je l'ai dit plus tôt au sujet du financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe, en 2023-2024 seulement, plus de 280 000 ressources ont été offertes et plus de 731 000 personnes en ont profité. Plus de 43 % des investissements fédéraux ont été affectés à des efforts de prévention, ce qui dépasse largement la cible initiale de 25 %.

Notre gouvernement croit que pour lutter contre la violence fondée sur le sexe...

[Français]

**Dominique Vien:** Cela ne fonctionne pas, madame. Tous les indicateurs sont au rouge. Tous les crimes contre les femmes sont en augmentation.

Je vais vous poser une autre question.

Votre prédécesseure s'occupait des femmes et des jeunes, tandis que vous, vous vous occupez des femmes, de l'égalité des genres, du tourisme et des petites entreprises.

Devant un bilan aussi catastrophique en ce qui concerne la sécurité des femmes, j'aimerais savoir quelle portion de votre travail est consacrée aux femmes.

**L'hon. Rechie Valdez:** Je vous remercie de votre question.

[Traduction]

Je veux aussi expliquer à mon honorable collègue qu'il y a un lien entre les trois mandats. Comme je l'ai dit plus tôt, les Canadiens nous ont demandé d'assurer leur sécurité. Si les Canadiens se sentent en sécurité parce que nous avons abordé certains enjeux comme la violence fondée sur le sexe, par exemple, alors ils pourront contribuer à l'économie, la renforcer et y participer pleinement. Malheureusement, la violence fondée sur le sexe à elle seule coûte des milliards de dollars à l'économie. C'est pourquoi les investissements sûrs, sécuritaires et prévisibles du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres nous permettent d'aider les victimes de violence.

[Français]

**Dominique Vien:** Merci.

Un de vos cinq objectifs, madame la ministre, est de renforcer le bien-être organisationnel et les capacités de Femmes et Égalité des genres Canada. Cela ressemble beaucoup à de la bureaucratie.

En quoi cela vient-il aider les survivantes, garder les femmes en sécurité et diminuer la criminalité? Qu'est-ce que cela vient faire dans votre ministère?

[Traduction]

**L'hon. Rechie Valdez:** Encore une fois, nous savons que la violence fondée sur le sexe est largement répandue et qu'elle connaît une croissance considérable. La violence, notamment celle fondée sur le sexe, est souvent une voie vers l'itinérance, surtout pour les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQI+.

Toutefois, par l'entremise des investissements que nous avons annoncés — et j'en ai parlé à quelques reprises aujourd'hui —, nous allons veiller à assurer la sécurité des Canadiens, à aider les victimes qui fuient la violence et...

[Français]

**Dominique Vien:** Madame la ministre, je suis désolée de vous interrompre, mais vous ne comprenez pas ma question. Je vais donc la répéter.

Votre plan ministériel fait état de cinq objectifs, dont le dernier, le tourisme ou les petites entreprises, n'a rien à voir avec les femmes. Il s'agit de renforcer le bien-être organisationnel et les capacités de Femmes et Égalité des genres Canada. J'ai déjà été ministre pendant huit ans, et cela m'apparaît pas mal comme de la bureaucratie. Cela n'apporte pas d'aide aux femmes.

Expliquez-nous pourquoi cela se trouve dans vos objectifs.

• (1635)

[Traduction]

**L'hon. Rechie Valdez:** Ce que je peux dire, encore une fois, c'est que les piliers de notre plan d'action national pour lutter contre la violence fondée sur le sexe visent à aider les victimes, les survi-

vantes et les familles, et que 25 % de tout le financement fédéral est destiné à la prévention de cette forme de violence.

Le Plan nous permet aussi d'aborder la question du système judiciaire et de mettre en oeuvre des approches dirigées par les Autochtones...

[Français]

**Dominique Vien:** Merci beaucoup, madame la ministre. Il ne me reste que quelques secondes pour m'adresser encore à vous.

Je réitère que l'annonce que vous avez faite est un outrage au Parlement. Quand j'étais au Parlement de Québec, il était interdit de faire cela, parce que cela peut avoir une incidence sur la Bourse et provoquer toutes sortes de conséquences négatives. C'est un outrage au Parlement, ce que vous avez fait, et ma collègue du Bloc québécois se joint à moi pour le dire. Vous devriez arrêter de faire cela. C'est inacceptable et détestable. Les parlementaires vont se réunir demain pour le dépôt de votre budget, alors que vous avez fait un effeuillage, la semaine passée, en annonçant plus d'un demi-milliard de dollars. C'est condamnable.

[Traduction]

**La présidente:** Vous n'avez plus de temps.

Nous allons maintenant entendre Mme Nathan, qui dispose de cinq minutes.

**Juanita Nathan (Pickering—Brooklin, Lib.):** Merci, madame la présidente.

Je remercie également la ministre d'être avec nous aujourd'hui.

Madame la ministre, vous avez récemment annoncé un financement renouvelé de 189 millions de dollars pour le Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires. Dans les collectivités comme Pickering—Brooklin, de plus en plus d'entreprises appartenant à des Noirs contribuent à la création d'emplois locaux et à la croissance économique. En fait, les données régionales récentes montrent que le nombre d'entrepreneurs noirs dans la région de Durham a augmenté de plus de 30 % au cours des cinq dernières années, et que bon nombre des entreprises sont concentrées dans des secteurs comme les technologies, la vente au détail et les services professionnels. J'ai personnellement eu l'occasion de visiter des entreprises comme Snooze Room, une entreprise appartenant à une femme noire qui offre un espace multisensoriel aux personnes ayant des besoins neurodivergents comme aux groupes corporatifs de la région de Pickering.

Nous avons aussi des chapitres de la Chambre de commerce noire et du Congrès des femmes noires du Canada, qui travaillent à créer des occasions économiques locales tant à Pickering—Brooklin qu'ailleurs au pays.

Madame la ministre, pouvez-vous expliquer au Comité comment ce financement renouvelé aide les entrepreneurs noirs non seulement à démarrer et à faire croître leurs entreprises, mais aussi à assurer leur durabilité à long terme, à sensibiliser les organisations nationales à l'entrepreneuriat des communautés noires et à créer des occasions de renforcer nos économies?

**L'hon. Rechie Valdez:** Le Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires renouvelé appuie les efforts de lutte contre le racisme et la discrimination envers les Noirs qui existent depuis longtemps. Le Programme fait partie intégrante de la Stratégie canadienne en matière de justice pour les personnes noires qui favorise les occasions d'emploi et de revenu pour les Canadiens noirs dans le cadre du démarrage, de la croissance et de l'expansion de leurs entreprises, notamment par l'entremise du renforcement des compétences en affaires, de l'aide à l'emploi ou de la création de la richesse. Je suis très fière du Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires parce qu'il permet d'offrir des prêts et du financement aux entrepreneurs noirs qui investissent dans cet incroyable écosystème partout au pays. Le Programme aide grandement les entrepreneurs à démarrer et à accroître leurs entreprises, et à avoir accès à des ressources dont ils ignoraient l'existence.

Enfin, nous avons le Carrefour du savoir pour l'entrepreneuriat des communautés noires. Nous en sommes très fiers, parce qu'il place les entrepreneurs noirs sur une carte numérique qui leur permet d'échanger avec leurs pairs partout au pays.

En ce qui a trait aux organisations nommées par la députée, je suis aussi très fière d'avoir pu les rencontrer et travailler avec elles. Nous allons continuer à appuyer les entrepreneurs noirs et, ce faisant, nous pourrions bâtir la plus forte économie du G7.

**Juanita Nathan:** Merci beaucoup.

Je voulais aussi vous poser des questions au sujet des investissements et du financement que vous octroyez, parce que comme vous le savez, la lutte contre la violence fondée sur le sexe est un effort continu qui nécessite la participation et l'engagement de tous les Canadiens, notamment les hommes et les garçons. Pouvez-vous nous parler du travail que fait votre ministère pour veiller à ce qu'ils soient inclus dans les conversations importantes?

**L'hon. Rechie Valdez:** Certainement. C'était un sujet clé de la récente réunion avec les ministres de la Condition féminine des provinces et des territoires, qui a été évoqué à maintes reprises. Le travail en matière d'égalité entre les sexes requiert que chacun d'entre nous, y compris les hommes et les garçons, prenne part à la conversation. Il faut donc travailler ensemble et inclure les hommes et les garçons, afin qu'ils participent à nos efforts et qu'ils nous aident à promouvoir le respect, à remettre en question les normes néfastes et à promouvoir des relations saines. Notre ministère finance des projets qui les font participer. Je pense notamment à des organisations comme Next Gen Men, qui font un travail incroyable pour habiliter les hommes en les intégrant directement à ces conversations de manière saine et productive. Jusqu'à présent, nous avons octroyé 1,3 million de dollars par l'entremise du programme pour les femmes et du programme de lutte contre la violence fondée sur le sexe.

Nous allons continuer d'encourager les hommes et les garçons à prendre part à ce travail afin de renforcer l'égalité au pays.

• (1640)

**Juanita Nathan:** Merci, madame la ministre.

Il me reste 30 secondes. Je vais les prendre pour vous remercier d'être venue devant nous pour nous parler de votre programme et des diverses possibilités de financement de votre ministère. Nous vous remercions pour votre service.

**La présidente:** Pour les deux dernières minutes et demie, nous allons entendre Mme Larouche.

La ministre devra ensuite nous quitter, mais les représentants du ministère resteront avec nous et pourront répondre à d'autres questions.

[Français]

**Andréanne Larouche:** Merci, madame la présidente.

Madame la ministre, vous annoncez des sommes pour renforcer les mesures fédérales visant à mettre fin à la violence fondée sur le sexe. S'agit-il de votre Plan d'action national pour contrer la violence fondée sur le sexe? Est-ce que ce sont des sommes consacrées au Plan?

**L'hon. Rechie Valdez:** Je vous remercie de votre question.

[Traduction]

Les fonds qui seront octroyés dans le cadre du financement de 660 millions de dollars visent à aider directement les organisations nationales de lutte contre la violence fondée sur le sexe. Le Plan d'action national en la matière est visé par un financement distinct, qui est déjà en place et qui sera assuré jusqu'en 2027.

Je suis certaine que la sous-ministre pourra vous en dire plus lorsque j'aurai quitté la réunion. Ce que je peux dire, c'est que le financement que j'ai annoncé s'ajoute au financement qui était déjà prévu.

[Français]

**Andréanne Larouche:** Madame la ministre, la semaine dernière, le ministre de la Justice du Québec annonçait la création, à Montréal, du 25<sup>e</sup> tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale. Au Québec, il y a eu une grande réflexion à la suite de la publication du rapport « Rebâtir la confiance ».

Quand vous parlez de renforcer les mesures du plan d'action national fédéral, je me demandais si vous aviez vraiment discuté avec vos homologues québécois. Au Québec, il y a une expertise différente. Par exemple, des élus ont travaillé au rapport « Rebâtir la confiance ». Leurs demandes, et celles que l'on entend au Comité, sont claires pour s'attaquer aux violences envers les femmes. Le fédéral pourrait, entre autres, criminaliser le contrôle coercitif.

Madame la ministre, partagez-vous cette façon de voir les choses?

Discutez-vous avec la secrétaire d'État aux aînés pour travailler sur l'enjeu précis des femmes aînées en situation de pauvreté?

Discutez-vous avec le ministre de la Justice?

Discutez-vous avec le ministre de la Sécurité publique?

On ne peut pas régler cet enjeu seulement avec de l'argent, de la bureaucratie et de beaux objectifs creux. Bien sûr, il faut des moyens, mais il faut aussi une vision la plus large possible.

Discutez-vous avec vos collègues des autres ministères qui pourraient vous aider à travailler sur ces enjeux de violence envers les femmes?

**L'hon. Rechie Valdez:** Je vous remercie de votre question.

[Traduction]

Madame la présidente, je vais faire de mon mieux pour répondre à toutes ces questions.

Premièrement, oui, j'ai rencontré l'ancienne ministre responsable de la Condition féminine du Québec. J'ai hâte de rencontrer la nouvelle ministre. Étant donné mon rôle rassembleur, je rencontre activement non seulement mes collègues du caucus, mais aussi les ministres du Cabinet qui occupent ces divers rôles afin que nous puissions travailler ensemble et défendre les femmes et les personnes de diverses identités de genre pour veiller à ce que les politiques que nous mettons de l'avant tiennent compte de leurs rétroactions.

Je n'ai pas eu l'occasion d'en parler, mais comme vous parlez de la violence fondée sur le sexe, je dirais que la loi sur la réforme de la mise en liberté sous caution et de la détermination de la peine donnera lieu à 80 dispositions apportant des modifications ciblées au Code criminel, à la suite de consultations exhaustives avec les services de police, les maires, les provinces et les défenseurs des droits des victimes. Les dispositions de la loi sur la mise en liberté sous caution relatives à l'inversion du fardeau de la preuve que nous allons présenter sont extrêmement importantes.

Nous faisons notre part. J'espère que les représentants provinciaux prendront aussi leurs responsabilités afin de renforcer et d'appliquer les lois en la matière, d'investir dans les infrastructures et les ressources, et de financer les services de police en conséquence au sein de leurs administrations respectives. Si tout le monde déploie les efforts nécessaires, nous pourrions faire avancer les choses pour mettre un terme à la violence fondée sur le sexe.

**La présidente:** Merci beaucoup, madame la ministre.

Au nom du Comité, nous vous remercions d'avoir pris le temps d'être avec nous aujourd'hui. Je vous encourage à poursuivre votre excellent travail en vue d'éliminer la violence fondée sur le sexe au Canada.

Nous allons vous laisser partir.

J'inviterais les autres représentants du ministère à s'asseoir à la table. Nous pourrions ensuite poursuivre nos séries de questions.

Je vais suspendre la séance et vous donner quelques minutes.

• (1640) \_\_\_\_\_ (Pause) \_\_\_\_\_

• (1645)

**La présidente:** Nous reprenons les travaux. Je souhaite la bienvenue aux représentants des divers ministères. Nous serons heureux d'entendre leurs réponses.

Nous poursuivons notre troisième série de questions avec Mme Roberts, qui dispose de cinq minutes. Allez-y.

**Anna Roberts:** Merci, madame la présidente.

Je vous remercie de vous joindre à nous aujourd'hui. Nous avons de nombreuses questions importantes auxquelles nous aimerions obtenir des réponses, alors vous pouvez peut-être nous aider.

Le pourcentage de personnes âgées qui ont recours à une banque alimentaire est de 8,3 %. C'est une augmentation par rapport aux 6,8 % en 2019. Voici l'une des observations qui ont été faites concernant la faim au Canada: « Je dois souvent choisir entre acheter des médicaments et faire l'épicerie. La plupart du temps, je me passe de nourriture. » Cette remarque a été formulée par une personne âgée de l'Ontario.

Ma question pour votre ministère est la suivante: Comment aide-t-il les 39 % des aînés qui ne bénéficient pas du fractionnement du revenu? Je pose cette question à qui veut y répondre.

**Frances McRae:** Je vais commencer.

Les personnes âgées constituent clairement un segment crucial de notre société. Compte tenu du mandat du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres, nous avons certains programmes auxquels nous travaillons avec des groupes de personnes âgées. La ministre en a mentionné quelques-uns. Nos programmes sont axés sur la violence fondée sur le sexe, ainsi que sur la place des femmes dans l'économie et dans les postes de direction. Ce sont là les principaux domaines dans lesquels nous travaillons.

**Anna Roberts:** Je suis désolée de vous interrompre. Ma question est la suivante: Quels programmes le ministère prévoit-il mettre en œuvre — espérons qu'il en sera question dans le budget demain — pour les 39 % de personnes âgées célibataires qui vivent sous le seuil de la pauvreté? C'est 58 255 aînés veufs qui vivent sous le seuil de la pauvreté, et ils sont tous âgés de plus de 65 ans. Ils trouvent un emploi. Ils travaillent jusqu'à 70 ans, voire 80 ans pour certains, afin de combler la différence et de pouvoir payer leur nourriture et leurs médicaments. Cependant, voici ce qui se passe: ils gagnent un peu plus d'argent, mais on leur enlève le Supplément de revenu garanti parce qu'ils ont gagné trop d'argent. Ils font marche arrière et ne sont pas plus avancés.

Je vais poser la question à nouveau. Quelles mesures sont prévues dans le budget — si vous pouvez nous communiquer ces informations — pour aider les personnes âgées à vivre au-dessus du seuil de pauvreté, et non pas en dessous?

**Frances McRae:** Nous ne pouvons certainement pas divulguer quoi que ce soit concernant le budget.

**Anna Roberts:** D'accord. Beaucoup de personnes âgées vivant seules ont communiqué avec moi. Il y a une organisation de personnes âgées vivant seules qui éprouvent des difficultés. Elles se rendent à la banque alimentaire et donnent de leur temps pour ne pas se sentir coupables de ramener de la nourriture chez elles. D'ici 2030, 25 % de notre population sera composée de personnes âgées. Les personnes qui se dirigent vers cet âge sont déçues de ce gouvernement, après 10 ans. Elles devraient pouvoir prendre leur retraite dans la dignité. Elles devraient pouvoir mener une vie à peu près décente, mais elles ne le peuvent pas à cause de l'augmentation continue des dépenses de ce gouvernement libéral, ce qui donne lieu à des impôts élevés. Je suppose qu'il ne se soucie pas vraiment de nos personnes âgées. C'est ce que je pense, et je suis désolée de le dire.

Je vais maintenant changer de sujet. La recherche sur la santé des femmes représente 6,8 % du financement national total consacré à la recherche, malgré le fait que les femmes constituent la moitié de la population. Les femmes ont été systématiquement exclues des essais cliniques, ce qui augmente le risque d'erreurs de diagnostic, de traitements inefficaces et de réactions indésirables aux médicaments. Jusqu'à 75 % de ces effets touchent les femmes. Les problèmes de santé liés à la ménopause poussent de nombreuses femmes à quitter le marché du travail. Le coût pour l'économie canadienne des symptômes de la ménopause non gérés est estimé à 3,5 milliards de dollars par année. L'incidence potentielle totale sur le PIB de combler les lacunes en matière de santé chez les femmes s'élève à 37 milliards de dollars. Si nous voulons vraiment soutenir l'économie, la réussite et la croissance des femmes, nous devons absolument combler l'écart entre les sexes.

Je sais que vous ne pouvez pas discuter du budget. Quels sont les plans du gouvernement pour garantir que les femmes aient la capacité de veiller à ce que leur état de santé ne les empêche pas de travailler?

• (1650)

**Frances McRae:** Ce que je peux dire concernant la recherche sur les lacunes en matière de santé chez les femmes, c'est que nous, à Femmes et Égalité des genres Canada, travaillons avec nos collègues aux Instituts de recherche en santé du Canada et au Conseil de recherches en sciences humaines. Nous collaborons avec eux dans des domaines liés aux lacunes en matière de recherche sur la santé des femmes. Vous avez tout à fait raison au sujet des disparités. Nous savons certainement que les femmes sont en moins bonne santé que les hommes. Je dirais cependant que le mandat de Femmes et Égalité des genres Canada n'est pas précisément lié aux programmes sur les problèmes de santé. Cela relève de nos collègues d'un ministère différent.

**Anna Roberts:** D'accord, revenons en arrière.

**La présidente:** Je suis désolée, mais votre temps est écoulé.

Nous allons maintenant céder la parole à Mme Khalid pour cinq minutes.

**Iqra Khalid:** Merci, madame la présidente, et merci aux fonctionnaires d'être ici aujourd'hui.

Je veux vous parler de la durabilité. L'une des principales plaintes que j'entends dans ma circonscription de Mississauga—Erin Mills, et en fait partout au Canada, concernant les organisations de femmes qui dépendent du financement provenant de subventions et d'aides fédérales, porte sur la durabilité des programmes qu'elles gèrent. Pouvez-vous nous expliquer comment le financement que nous versons à ces organisations pour mettre en œuvre le travail qu'elles doivent faire pour habiliter les femmes et créer une égalité des chances fonctionne pour ces organisations qui passent d'une subvention à l'autre?

**Frances McRae:** Je vais commencer par parler de nos principaux programmes. Ils sont vraiment axés sur des projets. La raison pour laquelle ils sont axés sur des projets est que les problèmes auxquels sont confrontées les organisations communautaires de première ligne partout au pays sont très différents selon la région géographique. Notre travail consiste à aider ces organisations à atteindre les objectifs qu'elles se sont fixés et qui cadrent avec les objectifs du gouvernement énoncés et votés par le Parlement. Nos fonds visent précisément à les aider à atteindre leurs objectifs et à veiller à ce que le projet soit bien géré et qu'ils obtiennent les résultats escomptés.

Nous collaborons également parfois avec des organisations afin de déployer à plus grande échelle des pratiques très prometteuses, notamment en les mettant en œuvre dans un territoire différent si elles fonctionnent bien ou en les appliquant pour une population différente.

**Iqra Khalid:** Un plan à long terme est-il en place ou envisagez-vous un plan au sein de votre ministère afin de pérenniser l'existence de bon nombre de ces organisations, surtout compte tenu des difficultés auxquelles se heurtent ces organisations pour réussir dans l'économie actuelle?

**Frances McRae:** Comme je l'ai mentionné, puisque notre travail est axé sur des projets, nous avons pu renforcer les capacités des organisations. C'est quelque chose que le gouvernement nous a très précisément demandé de faire ces dernières années. Ce financement

pour le renforcement des capacités a permis à des organisations d'être plus fortes, d'accroître leur viabilité financière et d'établir des partenariats, contribuant ainsi à leur durabilité.

Les fonds consacrés aux programmes qui ont été annoncés il y a quelques jours, comme vous l'avez peut-être vu, incluent également du financement continu pour les programmes, ce qui est très positif. C'est ce que la ministre disait que les organisations recherchaient: la prévisibilité. Le financement proposé, si le budget est adopté, contribuera à la durabilité.

• (1655)

**Iqra Khalid:** Lorsque vous approuvez un projet, disons cette année, vous concluez une entente avec l'organisation. Si, cinq ans plus tard, le financement arrive à échéance — que le programme soit viable ou non, mais qu'il ait toujours besoin de soutien —, que faites-vous alors?

**Frances McRae:** Les organisations ont parfois besoin, par l'entremise des projets que nous finançons avec elles, d'un service ou d'un outil particulier. Ce type de service ou d'outil particulier est alors fourni dans le cadre du projet, et elles peuvent l'intégrer à leurs activités.

Dans bien des cas, ce n'est pas nécessairement un financement qui soutient leurs activités — cela ne fait vraiment pas partie de notre mission —, mais grâce aux fonds de renforcement des capacités que nous avons fournis, elles ont pu devenir plus fortes. Notre rôle à Femmes et Égalité des genres Canada est vraiment d'aider les organisations à devenir plus fortes.

**Iqra Khalid:** Comment mesurez-vous la force d'une organisation? Comment mesurez-vous le succès des projets que vous avez financés?

**Frances McRae:** Je dirais simplement que si quelqu'un s'intéresse aux projets que nous avons financés, toutes les descriptions de ces projets sont sur le site Web Gouvernement ouvert. Cela comprend le financement que nous accordons et la période pendant laquelle il est accordé. Souvent, il s'agit d'un financement pluriannuel, lorsque c'est possible et justifié. Cela comprend les résultats escomptés, que nous documentons par la suite.

En ce qui concerne notre programme destiné aux femmes plus particulièrement, nous avons une évaluation prochainement. Une évaluation régulière est effectuée. Cette évaluation sera publiée sous peu. Elle a été effectuée à l'externe pour établir la pertinence, la cohérence et l'efficacité du programme.

**La présidente:** Excellent. C'est merveilleux.

Nous allons maintenant entamer notre quatrième série de questions. Nous commencerons avec Mme Cody, pour cinq minutes.

**Connie Cody:** Merci, madame la présidente.

Je vais poser ma question à quiconque souhaite y répondre. Je n'ai pas eu le temps de la poser à la ministre, alors je vais vous la poser maintenant.

Connaissez-vous le taux national de violation des engagements de ne pas troubler l'ordre public en vertu de l'article 810.03 depuis l'entrée en vigueur du projet de loi S-205? Pourquoi les données ne sont-elles pas du domaine public?

**Frances McRae:** Comme je suis la sous-ministre de Femmes et Égalité des genres Canada, il serait préférable de poser cette question à nos collègues du ministère de la Justice.

**Connie Cody:** C'est vrai.



Malheureusement, le ministre de la Sécurité publique a refusé de venir aujourd'hui. J'espérais que vous auriez une réponse quant à la raison pour laquelle les données ne sont pas accessibles au public.

**Frances McRae:** Comme je l'ai dit, il serait préférable de poser cette question à mes collègues du ministère de la Justice.

**Connie Cody:** Des milliards de dollars ont été alloués à diverses initiatives qui luttent contre la violence fondée sur le sexe. Pouvez-vous fournir clairement le montant des fonds qui ont été directement consacrés à la prévention de la violence entre partenaires intimes? Ces investissements ont-ils permis de réduire sensiblement les taux de victimisation?

**Frances McRae:** Il est certain que la violence entre partenaires intimes est l'une des formes les plus importantes de violence fondée sur le sexe. Ce n'est pas la seule, mais c'est celle qui nous préoccupe beaucoup.

Je vais m'en tenir un instant au Plan d'action national visant à mettre fin à la violence fondée sur le sexe. Les rapports sur les investissements sont en fait publiés dans des rapports d'étape annuels. L'an dernier, notre rapport d'étape annuel a indiqué les initiatives précises qui correspondaient à quels piliers du plan. Je tiens toutefois à signaler que le Plan d'action national visant à mettre fin à la violence fondée sur le sexe reçoit également un financement important des provinces et des territoires...

• (1700)

**Connie Cody:** Pardonnez-moi, mais ma question visait à savoir si les fonds avaient permis de réduire sensiblement les taux de victimisation; elle ne portait pas sur le financement du programme.

**Frances McRae:** Comme je l'ai dit plus tôt, le problème avec la violence fondée sur le sexe, c'est qu'il s'agit d'un problème qui touche l'ensemble de la société...

**Connie Cody:** Ne pouvez-vous pas me dire s'il y a eu des réductions mesurables qui ont été signalées?

**Frances McRae:** Les statistiques sur la criminalité...

**Connie Cody:** Nous allons passer à la prochaine question. Le temps est limité.

Pouvez-vous confirmer si une formation obligatoire sur le contrôle coercitif existe pour les juges et les policiers? S'il n'y en a pas, pourquoi envisage-t-on une mesure législative qui ne renferme pas de soutien à la mise en œuvre?

**Frances McRae:** Il est essentiel que nous formions les juges du système judiciaire. C'est un secteur sur lequel le ministre de la Justice travaille. Quand la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres était ici, elle a fait référence à une loi qui a déjà été déposée. Je crois comprendre que le ministre de la Justice a parlé d'une autre mesure législative qu'il envisage de présenter plus tard cette année, qui porte précisément sur certains aspects de la violence fondée sur le sexe.

**Connie Cody:** Merci.

Depuis le lancement de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat en 2018, le financement est passé de 2 milliards de dollars à près de 7 milliards de dollars. Or, la proportion de PME détenues par des femmes n'a augmenté que de 15,6 % à 19 %, sans atteindre l'objectif de 25 %.

Comment justifiez-vous ces progrès limités malgré des investissements publics substantiels?

**Frances McRae:** Je vais laisser mon collègue répondre à cette question.

**Etienne-René Massie (sous-ministre adjoint, Services axés sur le marché, le tourisme et la petite entreprise, ministère de l'Industrie):** Vous avez raison. La Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat est un regroupement de 20 ministères fédéraux, sociétés d'État et organismes qui se sont associés pour offrir un éventail de services et de soutiens aux femmes entrepreneures.

Le nombre de femmes entrepreneures a augmenté, comme vous l'avez mentionné. Je tiens également à souligner qu'il s'agit d'entreprises qui emploient du personnel. Je tiens également à souligner qu'en plus des entreprises qui emploient du personnel, nous avons constaté une augmentation des femmes entrepreneures individuelles. Les femmes entrepreneures individuelles représentent désormais 34 % des entrepreneurs individuels au pays.

**Connie Cody:** Pourriez-vous expliquer pourquoi les résultats ne sont pas affichés, plusieurs fois depuis plusieurs années?

**Etienne-René Massie:** Chaque année, nous publions une sorte de rapport sur l'état de l'entrepreneuriat au Canada. Le dernier est actuellement en train d'être révisé et sera publié très bientôt. De plus, nous travaillons avec le Portail de connaissances pour les femmes en entrepreneuriat à l'Université métropolitaine de Toronto. Nous collaborons en vue de publier annuellement un rapport sur l'état des femmes en entrepreneuriat au Canada.

**La présidente:** Le temps est écoulé.

Nous allons maintenant céder la parole à Mme Fancy pour cinq minutes, puis à Mme Larouche.

**Jessica Fancy:** Je vous remercie.

J'aimerais souhaiter la bienvenue aux témoins. Merci d'être venus.

J'ai trois questions. Elles peuvent sembler un peu décousues, mais j'espère avoir le temps à la fin pour les relier entre elles.

Ma première question s'adresse à la sous-ministre.

Nous avons récemment assisté à la Chambre à une attaque des conservateurs contre la diversité, l'équité et l'inclusion, ou la DEI. Pourriez-vous profiter de cette occasion pour parler de la DEI et de son importance? En tant que Canadiens, notre force est notre diversité et notre mosaïque. En tant qu'ancienne enseignante et directrice d'école secondaire, je connais l'importance de la DEI et de son rôle pour nos jeunes dans leur entrée sur le marché du travail.

J'aimerais vous donner l'occasion aujourd'hui de parler de la DEI, je vous prie.

**Frances McRae:** Je vais ramener cette question à l'ACS+. Le fait est que le Canada devient de plus en plus diversifié, comme nous le savons. Par conséquent, notre travail en tant que fonctionnaires consiste à veiller à ce que nos programmes et services répondent aux besoins de la population canadienne. Comme cette population devient de plus en plus diversifiée, il est tout à fait normal que nous garantissons que tout le monde puisse bénéficier des programmes et services que nous offrons, quel que soit sa situation. Cette diversité est un fait.

En ce qui concerne l'équité et l'inclusion, la réalité est que tout le monde n'a pas les mêmes chances et les mêmes possibilités. L'équité est donc une question de justice et l'inclusion, une question d'appartenance. De notre point de vue, quand les gens ont un sentiment d'appartenance, ils sont en meilleure santé, plus en mesure de contribuer et plus aptes à apprendre. Pour nous, ce sont des concepts très importants qui sont intégrés à l'ACS+ et qui sont en fait inscrits dans la Loi sur la budgétisation sensible aux sexes.

• (1705)

**Jessica Fancy:** Je vous remercie de ces remarques.

J'aimerais également demander... Il est temps de parler des garçons un instant. Nous savons que la lutte contre la violence fondée sur le sexe est un effort continu qui exige la participation de tous les Canadiens, y compris les hommes et les garçons.

Je me demande si votre ministère peut expliquer aujourd'hui ce qu'il fait pour veiller à ce que les hommes et les garçons soient inclus dans cette importante conversation.

**Frances McRae:** Comme la ministre en a parlé, les hommes et les garçons jouent un rôle essentiel dans la prévention. Toutefois, je veux soulever quelques questions. Nous avons beaucoup parlé d'équité.

Par exemple, les hommes au Canada sont beaucoup moins susceptibles que les femmes de faire des études postsecondaires, et ce, de manière significative. Ce n'est pas bon pour notre société, et cela fait également partie, selon nous, du défi à relever pour garantir l'inclusion et l'engagement et résoudre des problèmes tels que la violence fondée sur le sexe. Nous savons également que les hommes sont en moins bonne santé et qu'ils sont moins portés à demander l'aide de professionnels de la santé. Là encore, cela contribue à un bien-être inférieur aux niveaux optimaux.

À titre d'exemple, nous collaborons avec nos collègues provinciaux et territoriaux dans le cadre du Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe, en particulier dans le domaine de la prévention. Il y a plusieurs programmes qui ciblent les hommes et les garçons. J'aimerais mentionner plus particulièrement la campagne du ruban blanc, que nous soutenons à Femmes et Égalité des genres Canada. L'initiative comprend une campagne intitulée « Mon ami, Max Hate », à laquelle l'équipe consacre beaucoup d'efforts, qui a débuté en septembre 2023 et se poursuivra jusqu'en mars 2026. Elle intensifie ses activités de marketing social dans le cadre de cette campagne, en sensibilisant les éducateurs et en élaborant des plans de cours. Elle a maintenant pu étendre ce programme à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick et aux trois territoires. Nous tenons à financer des projets qui fonctionnent, et celui-ci en est un.

**Jessica Fancy:** C'est formidable. Merci beaucoup. Je serais ravie que la Nouvelle-Écosse soit ajoutée à la liste. Je connais très bien le programme en question. Je connais aussi tout le travail que fait Morris Green dans ma circonscription, South Shore—St. Margarets, avec l'organisme Guys Work. Nous avons fait appel à lui souvent pour travailler avec nos garçons.

J'ai une dernière question. J'ai rencontré de nombreux groupes de femmes et de groupes d'action divers basés dans ma circonscription. Beaucoup me parlent des processus de demande. Je suis heureuse d'avoir l'occasion d'aborder ce sujet avec vous aujourd'hui. Ils me disent que quand leurs programmes sont lancés, ils sont parfois offerts dans diverses régions, par exemple, de ma province, la Nouvelle-Écosse, et les groupes ont l'impression d'être en concurrence

lorsqu'ils soumettent des demandes. Au sujet de la simplification des processus de demande, je pense que mes collègues d'en face ont mentionné la rubrique et la façon de présenter des demandes.

Je représente des organismes formidables qui doivent dépenser beaucoup d'argent pour embaucher des consultants afin de présenter des demandes parce que les processus sont tellement compliqués. Est-ce que des mesures ont été prises pour simplifier les processus afin qu'il ne soit pas nécessaire d'être un génie pour obtenir du financement et pour présenter des demandes aux programmes offerts?

**La présidente:** Je vous prie de donner une réponse très brève.

**Frances McRae:** Au ministère des Femmes et de l'Égalité des genres, nous demandons systématiquement des commentaires aux personnes qui déposent des demandes dans le but de simplifier nos processus. Nous reconnaissons que ce n'est pas facile pour les petites organisations. Nous travaillons avec des organisations de très petite taille; par conséquent, nous sommes très sensibles à cet enjeu chez Femmes et Égalité des genres Canada.

**La présidente:** Excellent.

[Français]

Madame Larouche, vous avez la parole pour trois minutes, parce que je vous ajoute du temps pour être juste.

**Andréanne Larouche:** Merci, madame la présidente.

La formation est essentielle. Nous avons entendu parler de l'importance des formations au sein du système de justice durant différentes études au Comité. D'ailleurs, nous avons posé des questions au ministère de la Sécurité publique et au ministère de la Justice. Nous nous sommes fait répondre que ces formations n'étaient pas liées alors que cette question touche différents ministères. Selon moi, ça renforce l'idée que les membres du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres, du ministère de la Sécurité publique et du ministère de la Justice doivent collaborer afin d'avoir des politiques liées entre elles.

Pouvez-vous expliquer à quoi serviront les fonds supplémentaires octroyés au Programme de promotion de la femme et au Programme de promotion de l'égalité des sexes, de l'orientation sexuelle, de l'identité et de l'expression de genre?

Quelle part du crédit 5 est attribuée au Québec et aux régions rurales? Est-ce que l'un de vous peut répondre à cette question?

• (1710)

**Frances McRae:** Je vous remercie de votre question.

Je suis d'accord sur ce que vous avez soulevé à propos la collaboration. Nous travaillons en très étroite collaboration avec nos collègues du ministère de la Justice, du ministère de la Sécurité publique, du ministère de la Santé et de l'Agence de la santé publique du Canada. Vous avez absolument raison de dire que la coordination est très importante.

En ce qui concerne votre deuxième question, ce n'est pas de cette façon que nous calculons l'augmentation des parts du crédit 5 attribuées à diverses populations. Nous pouvons donner des exemples de projets au Québec et de projets ruraux, mais les données que nous colligeons ne sont pas divisées selon ces catégories.

**Andréanne Larouche:** Ce serait quand même intéressant de savoir quelle part du financement est accordée aux différentes régions, surtout en milieu rural, où l'accès aux services, notamment pour les femmes en situation de précarité financière ou victimes de violence, est un problème. Nous avons déjà fait une étude sur l'importance de la répartition des fonds.

Quelles sont vos priorités dans l'octroi des fonds? Est-ce que c'est la violence, la sécurité économique ou le leadership? Est-ce que vous avez ces priorités?

**Frances McRae:** Si j'ai bien compris la question, vous voulez savoir de quelle manière nous établissons les priorités.

Présentement, les trois priorités du Programme de promotion de la femme datent d'assez longtemps. Le programme lui-même a été mis en place en 1973. Il existe donc depuis longtemps, et chaque gouvernement lui donne différents axes et différentes priorités.

[Traduction]

**La présidente:** Nous passons maintenant à Mme Vien pour cinq minutes.

[Français]

**Dominique Vien:** Je remercie les témoins d'être des nôtres aujourd'hui.

Madame la sous-ministre, diriez-vous que votre ministère réussit à protéger les femmes, sachant qu'il y a une augmentation de 55 % du nombre de crimes violents, de 30 % de nombre d'homicides, de 76 % du nombre d'agressions sexuelles, de 40 % du nombre de cas de violence conjugale et de 41 % de l'indice de criminalité? Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le ministre de la Justice, M. Fraser, qui a annoncé ces chiffres la semaine dernière.

À votre avis, réussissez-vous à protéger les femmes?

**Frances McRae:** Nous sommes persuadés que nos programmes et les financements que nous offrons aux organisations qui travaillent sur le terrain changent les choses.

Les chiffres ont-ils baissé? Non. Vous avez absolument raison de dire que ce sont des chiffres inadmissibles.

En tant que membres du ministère, nous avons des leviers pour appuyer les organisations qui font le travail sur le terrain pour aider les femmes et les personnes violentées.

Toutefois, les chiffres augmentent parfois parce que les gens sont plus portés à faire des signalements et font plus confiance aux services de police pour faire des rapports. Nos données démontrent que le nombre de rapports augmente.

**Dominique Vien:** Merci, madame la sous-ministre.

Dans votre plan ministériel, que l'on peut retrouver sur votre site Internet, vous parlez d'une baisse d'effectifs de 53 %. Or deux dossiers s'ajoutent à celui de la ministre; il n'y a pas seulement celui des femmes, il y a aussi celui du tourisme et de la petite entreprise.

Pouvez-vous nous dire exactement combien d'employés compte votre ministère, actuellement, et combien d'entre eux se consacrent uniquement à la question des femmes au Canada?

**Frances McRae:** Je remercie la députée de sa question, madame la présidente.

Premièrement, les dossiers de petites entreprises et de tourisme se trouvent dans un autre ministère, soit celui d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada. Vous ne les verrez

donc pas dans notre plan ministériel. Celui-ci ne porte que sur le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres.

En ce qui concerne les effectifs, les chiffres que vous auriez vus dans le plan ministériel déposé au mois de juin ne refléteraient pas les décisions qui seront prises en fonction du budget.

● (1715)

**Dominique Vien:** Vous n'êtes pas en mesure de divulguer ce que le budget contient mais, la semaine dernière, on a fait une annonce de près d'un demi-milliard de dollars en ce qui le concerne.

Je n'ai pas beaucoup de temps, madame la sous-ministre. Je veux savoir si, en tant que sous-ministre, première fonctionnaire du ministère, vous avez reçu de la part du ministre des Finances et du Revenu national, du Bureau du premier ministre, du secrétaire du Cabinet ou du Conseil privé une lettre vous demandant de couper 7,5 %, 10 % et 15 %.

Avez-vous, oui ou non, reçu cette lettre?

**Frances McRae:** Madame la présidente, la ministre a reçu cette lettre, cet été, en même temps que les autres ministères.

**Dominique Vien:** Merci.

Avez-vous répondu à cette lettre, madame McRae? Avez-vous répondu...

**Frances McRae:** Madame la présidente, je remercie la députée de sa question.

Oui, la ministre a répondu à la lettre.

**Dominique Vien:** Merci.

Qu'est-ce que cette lettre contient en matière de coupes pour satisfaire au 7,5 %?

**Frances McRae:** Madame la présidente, je remercie la députée de sa question.

Le contenu de la lettre de la ministre est confidentiel, donc je ne peux pas en discuter.

**Dominique Vien:** Vous confirmez donc que la ministre a reçu une lettre lui demandant de faire des coupes budgétaires de 7,5 % cette année, de 10 % l'année prochaine, et de 15 % dans deux ans. De plus, vous dites que la lettre est confidentielle.

**Frances McRae:** Je vous confirme, madame la présidente, que la lettre demandait les propositions de la ministre et que celle-ci, comme tous les autres ministres, a transmis ses propositions.

**Dominique Vien:** Est-on capable d'évaluer ça, actuellement? Des coupes ont été annoncées. On a annoncé un montant de 660 millions de dollars, mais c'était avant le dépôt du budget qui aura lieu demain. Est-on en mesure, en tant que parlementaires et Canadiens qui paient des taxes, de savoir exactement à quels endroits vous allez couper pour financer, notamment, des activités militaires?

**Frances McRae:** Madame la présidente, en ce qui concerne le contenu du budget et les informations présentées aux parlementaires, c'est le ministre des Finances qui va en décider.

**Dominique Vien:** Il y a donc des compressions en perspective.

Merci.

[Traduction]

**La présidente:** Votre temps de parole est écoulé.

Nous passons maintenant à Mme Ménard pour cinq minutes.

[Français]

**Marie-Gabrielle Ménard:** Merci, madame la présidente.

Je prends quelques pas de recul, parce que je suis perplexe.

Depuis le début de cette présente session, ce comité mène des travaux, et nous avons rédigé deux rapports. L'un concernant la violence basée sur le genre et les féminicides, et l'autre, le contrôle coercitif. Par le truchement de ces deux rapports, nous avons recommandé qu'à titre de gouvernement, nous maintenions le financement des organismes communautaires de même que des organismes qui militent, accompagnent les survivantes et font aussi de la prévention.

La semaine dernière, au sein de ce même comité, nous avons reçu Pierre Brochet, président de l'Association des directeurs de police du Québec. Il était aussi entièrement d'accord sur le fait que le soutien aux organismes communautaires est essentiel dans la lutte contre la violence fondée sur le genre. Depuis le début de l'après-midi, j'entends, de la part de mes collègues du Parti conservateur, qu'il est inutile de soutenir les organismes communautaires. La ministre a été très souvent interrompue lors de sa présence cet après-midi.

Est-ce que ses représentants ici présents aimeraient ajouter quelque chose sur l'état de la situation?

**Frances McRae:** Je remercie la députée de sa question, madame la présidente.

En ce qui concerne le soutien apporté aux organismes sur le terrain, comme je l'ai dit, il est essentiellement assuré par le Programme des femmes, dont c'est vraiment le rôle principal depuis 1973. En effet, nous savons que les difficultés et les défis sont différents selon la région où l'on se situe au pays, et selon les autres services offerts sur le terrain. Par exemple, plusieurs de mes collègues me diraient que, au sein même d'une province ou d'un territoire, les défis sont très différents. Il est donc essentiel de travailler avec les gens qui connaissent vraiment la situation sur le terrain, et qui ont des moyens et des solutions. Cependant, les organismes ont besoin d'appui pour ce faire.

• (1720)

**Marie-Gabrielle Ménard:** Merci beaucoup.

J'aimerais qu'on s'intéresse aux organismes dits nationaux, c'est-à-dire les organisations qui ne sont pas soutenues par leur province respective. Ces organisations ne sont pas si nombreuses au pays. Certaines reçoivent du financement de Femmes et Égalité des genres Canada depuis 5, 10, 15 ou 25 ans. Elles réclament toutes un financement à la mission pour pouvoir continuer de travailler et de combler des besoins sur le terrain.

Vous avez parlé du financement par projet. Qu'en est-il d'un éventuel financement à la mission?

J'aimerais entendre le point de vue de votre ministère là-dessus.

**Frances McRae:** Je remercie beaucoup la députée de sa question.

Essentiellement, notre engagement envers les organismes nationaux est très important pour notre ministère.

Vous avez raison de dire que les projets ne sont pas toujours parfaits. Par contre, nous avons des projets nationaux qui sont vrai-

ment importants pour réaliser des travaux qui sont plus de portée nationale.

Différents genres d'organismes existent, et je dirais que nous sommes rendus à un nombre assez élevé d'organismes nationaux. Un certain nombre d'entre eux travaillent pour les droits des femmes en particulier. Un investissement a été annoncé en décembre 2024 au titre de l'Énoncé économique de l'automne 2024, lequel allouera du financement aux organismes nationaux. Nous travaillons présentement à la répartition de ces fonds.

**Marie-Gabrielle Ménard:** En quelques secondes, pouvez-vous me dire si on peut rêver? Sera-t-il possible un jour d'avoir un financement à la mission? Ça existe dans d'autres ministères. Je l'ai vu au ministère qui était responsable des sports.

**Frances McRae:** Je remercie la députée de sa question.

Au ministère, nous faisons ce que le gouvernement nous a été demandé. Si un gouvernement prend des décisions, c'est nous qui les mettons en œuvre.

**Marie-Gabrielle Ménard:** Merci, madame McRae.

[Traduction]

**La présidente:** Excellent.

Il nous reste assez de temps pour une série de questions partielle. Après Mme Roberts, Mme Nathan et Mme Larouche, nous aurons écoulé notre temps et épuisé nos ressources pour la journée.

Nous passons maintenant à Mme Roberts pour cinq minutes.

**Anna Roberts:** Je vous remercie, madame la présidente.

Je vais poser une question à laquelle il suffit de répondre par oui ou par non.

Madame la sous-ministre, avez-vous un budget? Je pense que tout le monde a un budget à respecter. Tout le monde doit budgéter ses revenus.

**Frances McRae:** Juste pour préciser, voulez-vous savoir si j'ai un budget personnel?

**Anna Roberts:** Oui. Est-ce que la majorité des gens, comme vous, ont un budget à respecter? Je sais que pour moi, la réponse est oui.

**Frances McRae:** Oui.

**Anna Roberts:** D'accord, très bien.

Voici ma préoccupation. L'été dernier, j'ai eu la chance extraordinaire de visiter la circonscription de Mme Fancy, en Nouvelle-Écosse. C'est une région magnifique que j'ai adoré visiter. Durant mon séjour, j'ai rencontré beaucoup de personnes âgées. Elles m'ont dit que les banques alimentaires manquaient de nourriture. La population rurale n'a pas les moyens d'acheter de la nourriture à cause des coûts de chauffage élevés. Beaucoup de régions rurales n'ont pas d'autre choix que de se chauffer au mazout.

Ma question est la suivante: votre ministère travaille-t-il à régler le problème de l'abordabilité afin que les personnes âgées n'aient pas à choisir entre le chauffage, la nourriture et les médicaments?

**Frances McRae:** Comme je l'ai déjà dit, le mandat de notre ministère est axé sur les femmes et l'égalité des genres. Certes, nous travaillons avec les femmes aînées dans le cadre de certains de nos programmes et de nos projets. Cependant, je dirais que la plus importante contribution de notre ministère à la réponse au problème de l'abordabilité, c'est le programme pilote du Fonds d'équité menstruelle, qui n'est pas...

**Anna Roberts:** Ce n'est pas une réponse à la question. J'ai promis aux personnes âgées que j'ai rencontrées en Nouvelle-Écosse que je poserais la question. Elles n'ont pas les revenus nécessaires pour répondre à leurs besoins vitaux. L'égalité des genres concerne aussi les personnes âgées.

Que prévoit le budget pour faire en sorte que les personnes âgées qui vivent sous le seuil de la pauvreté n'aient pas à choisir entre le chauffage, la nourriture et les médicaments?

• (1725)

**Frances McRae:** Je vais revenir au mandat de l'organisme dont je suis responsable à titre de sous-ministre: nous travaillons souvent avec des organisations de femmes aînées pour les aider à subvenir à leurs besoins. Dans notre cas, il s'agit souvent, par exemple, de femmes aînées survivantes de violence fondée sur le genre. La ministre a parlé d'un projet qui vise précisément à faire en sorte que les femmes aînées qui se trouvent dans de telles situations puissent...

**Anna Roberts:** Autrement dit, votre ministère ne fait rien pour lutter contre la crise de l'abordabilité qui touche les personnes âgées? Est-ce bien ce que vous dites?

**Frances McRae:** La programmation de notre ministère liée à l'abordabilité est axée spécifiquement sur l'équité menstruelle. Nous l'offrons en collaboration avec Banques alimentaires Canada. Il s'agit d'un important...

**Anna Roberts:** C'est le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres. Ne devrait-il pas s'occuper aussi des personnes âgées?

**Frances McRae:** Absolument. Je le répète, nous offrons des services aux femmes aînées.

**Anna Roberts:** Que prévoit le budget pour les personnes âgées qui vivent sous le seuil de la pauvreté? Avez-vous un chiffre? Êtes-vous au courant de mesures qui seront présentées le 4 novembre pour veiller à ce que les personnes âgées...

**Iqra Khalid:** J'invoque le Règlement. Je ne crois pas qu'il convienne de parler de ce qui sera prévu dans le budget. Je sais qu'il y aura un huis clos pour en examiner le contenu. Les opinions que nous recevons ici sont les bienvenues, mais je trouve injuste de poser des questions à ce sujet aux fonctionnaires puisqu'ils ne peuvent pas y répondre.

**La présidente:** Juste pour préciser, je pense que les fonctionnaires ont déjà mentionné qu'ils ne pouvaient rien divulguer par rapport au budget. Plusieurs questions leur ont été posées à ce sujet, mais je pense que la réponse sera toujours la même.

La parole est à vous, madame Roberts.

**Anna Roberts:** On nous a dit qu'il y aurait une enveloppe de 660 millions de dollars. Quelle partie de cette somme sera versée aux personnes âgées? C'est ce que je veux savoir. Je ne leur demande pas de divulguer le contenu du budget — je comprends cela —, mais je parle des personnes âgées. Comme je suis porte-parole de l'opposition pour les aînés, les aînés me demandent toujours ce qui se passe.

Que faisons-nous pour nous assurer que les personnes âgées ont les moyens de se nourrir, de se chauffer et de s'acheter des médicaments?

**Frances McRae:** Comme nous l'avons déjà dit, Femmes et Égalité des genres Canada accorde une attention particulière aux personnes âgées.

En ce qui concerne l'annonce faite il y a quelques jours, il s'agit bien entendu de propositions qui sont présentées aux parlementaires. Si le budget est adopté, nous examinerons les possibilités quant à l'affectation de ces fonds. Les annonces à ce sujet seront faites par le gouvernement en temps et lieu.

**Anna Roberts:** Pouvez-vous assurer les personnes âgées canadiennes que votre ministère fait tout ce qu'il peut pour reconnaître qu'elles vivent sous le seuil de la pauvreté? Pouvez-vous leur assurer que cet hiver, elles n'auront pas à dormir sous un amoncellement de couvertures parce qu'elles n'ont pas les moyens de chauffer leurs logements?

**Frances McRae:** Madame la présidente, pour répondre à cette question, je vais répéter ce que j'ai déjà dit: dans le cadre du mandat de Femmes et Égalité des genres Canada, nous allons continuer à offrir des services aux personnes âgées.

**La présidente:** Excellent.

Nous passons maintenant à Mme Nathan pour cinq minutes.

**Juanita Nathan:** Je vous remercie, madame la présidente.

Les programmes que finance FEGC comprennent-ils des critères relatifs aux groupes d'âge, par exemple? Financez-vous des projets qui visent spécifiquement les filles, les femmes victimes de violence ou les femmes aînées? Octroyez-vous des fonds en priorité à des groupes donnés?

**Frances McRae:** Notre ministère soutient les femmes et les filles, les personnes de diverses identités de genre et les membres de la communauté 2ELGBTQI+.

**Juanita Nathan:** Quand vous recevez des demandes de financement, est-ce que vous tentez de déterminer d'où elles viennent et de donner la priorité aux régions que vous n'avez pas financées dans le passé?

**Frances McRae:** Nous examinons continuellement notre travail et les projets soumis. Il y a parfois des manques, dans le sens que peu ou pas de projets sont soumis pour certaines régions ou certaines communautés. Par exemple, il arrive que nous ne recevions pas suffisamment de demandes pour les femmes handicapées ou les femmes aînées; en pareil cas, nous tendons la main à des organisations ciblées pour les aider à présenter des demandes. Nous avons un mécanisme de réception continue; nous pouvons donc soutenir des projets et des idées qui ne cadrent pas avec nos appels de propositions, mais qui combleraient des manques.

• (1730)

**Juanita Nathan:** Je comprends que dans certaines provinces et autour de certaines villes, la population est beaucoup plus grande qu'ailleurs; il est donc possible que vous versiez plus de fonds en Ontario ou au Québec, ou dans d'autres régions ayant une grande population urbaine. Quel type de mesures prenez-vous pour financer les régions rurales? Avez-vous des modèles de financement qui ciblent spécifiquement les régions rurales?

**Frances McRae:** Nos programmes visent à répondre aux besoins là où ils se font sentir. Nous examinons les lacunes dans les données, ainsi que les renseignements que nous avons sur des besoins particuliers.

Je vous donne l'exemple de l'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés. Quand nous avons mené cette enquête pour la première fois en 2018, nous n'avons pas reçu suffisamment de données pour certaines régions. Pour cette raison, cette fois-ci, nous effectuons un suréchantillonnage dans les régions rurales, dans le Nord et au sein de populations particulières pour lesquelles nous n'avons pas assez de données désagrégées de qualité. Les données désagrégées nous aident à fixer les priorités des programmes, ainsi qu'à cerner la nature et la gravité des besoins, et les endroits où ils se font sentir. Autrement dit, elles nous aident à fournir des programmes de qualité fondés sur des données probantes.

**Juanita Nathan:** Avez-vous des fonds réservés aux communautés et aux femmes autochtones, ou est-ce que leurs demandes sont traitées avec toutes les autres? Pouvez-vous parler de l'importance de financer aussi ces projets?

**Frances McRae:** Quand elle était ici, la ministre a parlé d'une enveloppe de financement ciblé. À ce jour, le ministère a alloué 55 millions de dollars de cette enveloppe à 100 organisations qui travaillent sur des projets.

Je tiens à dire que pour notre ministère, la discussion et la collaboration avec les peuples autochtones sont essentielles. Nous avons ce que nous appelons le Cercle des femmes autochtones. Ce groupe réunit différentes expertes qui nous aident à mieux comprendre les besoins sur le terrain et qui, par leur expérience, nous fournissent les renseignements qu'il nous faut pour cerner les domaines où le ministère peut être le plus utile.

**Juanita Nathan:** Merci.

Vous avez aussi parlé de la grande diversité du Canada et de l'importance d'offrir du soutien financier aux communautés fortement touchées par la violence familiale. Comment sélectionnez-vous les groupes à financer en priorité pour lutter contre la violence familiale?

**Frances McRae:** Nous dépendons des données pour comprendre à quels endroits les besoins sont les plus grands. Je peux vous dire, par exemple, que la violence fondée sur le genre est plus répandue dans les territoires qu'ailleurs au pays. Il y a différents types de crimes. Par exemple, en région rurale, il est beaucoup plus probable qu'un féminicide soit commis au moyen d'une arme à feu.

Il faut avoir une profonde compréhension de la situation sur le terrain pour savoir à quels endroits nos actions et nos investissements seront le plus bénéfiques et le plus utiles.

[Français]

**La présidente:** Merci.

Le dernier tour de parole vous revient, madame Larouche. Vous avez deux minutes et demie.

**Andréanne Larouche:** Merci, madame la présidente.

Je remercie les témoins d'être parmi nous aujourd'hui.

Je demeure préoccupée. J'ai, moi aussi, fait beaucoup de terrain cet été.

Que dois-je répondre au citoyen membre de la communauté LGBTQ, qui m'a écrit encore récemment parce qu'il était extrême-

ment inquiet du financement du ministère? Que dois-je répondre au Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec, ou RTRGFQ, qui m'a fait parvenir la copie conforme d'une lettre envoyée au premier ministre et à la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres au sujet des compressions budgétaires au ministère? Vous avez confirmé que la ministre avait reçu cette lettre concernant les compressions budgétaires de 7 % dans le budget du ministère. On parle d'une baisse d'effectifs de 53 %.

Je termine en laissant les gens parler sur le terrain. Que dois-je répondre à cet organisme qui a écrit que, sans surprise, le RTRGFQ est grandement préoccupé par les compressions budgétaires de plus de 80 % prévues au MFEGC annoncées dans le plan ministériel publié cet été? Ces coupures sans précédent sont d'autant plus inquiétantes en contexte de montées des mouvements de droite menaçant frontalement les droits et libertés des femmes, des filles et des personnes 2SLGBTQIA2+. L'annonce de ces compressions de plus de 330 millions de dollars envoie un message clair. L'atteinte de l'égalité entre les genres est loin d'être une priorité pour le gouvernement. Sans financement du MFEGC, des répercussions majeures se feront sentir partout au Canada, au Québec. Donc, les organismes féministes, locaux, régionaux et nationaux, qui tiennent à bout de bras des programmes, sont menacés par les coupes prévues au ministère.

En plus, on parle de compressions budgétaires, alors que les besoins augmentent.

Qu'a prévu la ministre pour accompagner ses fonctionnaires, qui recevront plus de demandes? Quels moyens concrets peut-elle mettre en place pour protéger la santé psychologique du personnel, retenir les talents? La gestion interne du ministère fera-t-elle l'objet d'un audit de performance lié à ces compressions?

• (1735)

**Frances McRae:** Je vous remercie de ces questions.

Tout d'abord, je vais répéter ce que la ministre a dit à propos du financement. Notre plan ministériel du mois de juin reflète essentiellement les décisions prises par le gouvernement au mois de juin. Les annonces, les propositions et le budget de demain ne se reflèteront pas dans le plan ministériel du mois de juin. Il s'agissait de fonds octroyés pour une durée limitée. Nous attendons les prochaines décisions du gouvernement et des parlementaires quant à notre financement.

Ensuite, je vais répondre à la question de la santé psychologique du personnel. Vous avez absolument raison de dire qu'en travaillant à des questions comme la violence fondée sur le sexe, nos employés sont plus susceptibles de vivre des moments très difficiles et des émotions très vives à cause des problèmes auxquels sont confrontés les gens que nous servons. Nous travaillons donc très étroitement avec les employés affectés au programme d'aide aux employés.

[Traduction]

**La présidente:** Je suis désolée, mais notre temps est écoulé.

Je remercie chaleureusement tous les fonctionnaires, en particulier la sous-ministre, pour les réponses données aujourd'hui.

Je rappelle aux membres du Comité qu'ils ont jusqu'à midi jeudi pour soumettre leurs opinions complémentaires ou dissidentes pour le rapport sur le comportement coercitif.

---

Merci beaucoup. La séance est levée.







Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>